

'dlm

demain le monde

n° 22 – novembre/décembre 2013

solidarité
Un tour
du monde à vélo
drogues
L'émancipation
latino-américaine
cinéma
Comme
un Lion



dossier

La cuisine interne de l'Opération 11.11.11

**Directeur de publication
et éditeur responsable :**

Arnaud Zacharie
Quai du Commerce, 9
1000 Bruxelles

Rédacteur en chef
Frédéric Lévéque

Graphisme
Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression
Kliemo – Eupen
Imprimé sur papier recyclé

Photo de couverture
Affiche 2013 de l'Opération 11.11.11

dlm est le supplément
« développement » du magazine
Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !
www.imagine-magazine.com
www.cncd.be/dlm

Contact
dlm@cncd.be – 02 250 12 51

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

 FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 

03 édito

Crise des émergents : une nouvelle étape de la crise mondiale
par Arnaud Zacharie

04 actu

Guatemala, Équateur : du pétrole pour quel développement ?
par Bernard Duterme

07 actu

« Remunicipalisation » de l'eau, la privatisation en recul
par Véronique Rigot

08 actu

Politique de drogues : l'émancipation latino-américaine
par François Polet

11 petites histoires de gros sous

Sainte dette, mère de tous les dogmes
par Antonio Gambini

12 l'esprit d'entreprise

L'État gabonais reprend la main à Obangué
par Romain Gélin

14 dossier

La cuisine interne de l'Opération 11.11.11
par Sabine Schrader, Nicolas Van Nuffel & Frédéric Lévéque

24 citoyen, citoyenne

**Bike To Meet You : un tour du monde à vélo aux couleurs
de la solidarité – En bref – Rejoignez la communauté des
Super Citoyens pour le droit à l'alimentation**

28 projet 11.11.11

Ventre affamé n'a point d'oreilles
par Cécile Vanderstappen

30 multi-culture

« Comme un Lion », quand il ne reste (presque) que le foot
par Julien Truddaïu

32 introspectus

Gagnants et perdants de la mondialisation
par Arnaud Zacharie

35 pas au sud, complètement à l'ouest

La peur est mauvaise conseillère
par Gérard Manréson

Crise des émergents

Une nouvelle étape de la crise mondiale

ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

6 000 milliards de dollars : c'est le montant des capitaux privés internationaux qui sont entrés dans les pays émergents depuis la crise des subprimes (2008). Mais, depuis le printemps 2013, ces flux de capitaux se sont inversés, une situation qui n'est pas sans rappeler les pires moments de l'histoire financière récente de ces pays. Il y a quinze ans, les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine connaissaient en effet des crises financières successives d'une rare violence : crise mexicaine en 1995, crise asiatique en 1997-98, crise russe en 1998, crise brésilienne en 1999, crise turque en 2000 et, finalement, cessation de paiement en Argentine en décembre 2001.

« LES PAYS ÉMERGENTS ONT TIRÉ LES LEÇONS DE LEURS ERREURS PASSÉES, ILS ONT ACCUMULÉ DES RÉSERVES DE CHANGE POUR S'AUTO-ASSURER CONTRE L'INSTABILITÉ FINANCIÈRE »

Depuis lors, les pays émergents ont tiré les leçons de leurs erreurs passées. Ils ont tourné le dos aux recettes néolibérales fondées sur la libéralisation financière et ont cherché à accumuler des excédents courants et des réserves de change, tout en profitant d'exportations et de taux de croissance en hausse. Résultat : ils ont de plus en plus pesé dans les relations internationales, à commencer par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), devenant même pour certains analystes les nouvelles locomotives de l'économie mondiale. En effet, lorsque la crise mondiale a éclaté aux États-Unis et en Europe, les seuls pays gardant la tête hors de l'eau furent les pays émergents.

Malheureusement, ceux qui pensaient qu'ils pouvaient durablement rester insensibles aux secousses économiques provoquées par la crise dans les pays occidentaux ont dû déchanter. Alors que début 2013, le FMI considérait encore les pays émergents comme les principales lueurs d'espérance dans le ciel sombre de l'économie mondiale, quelques mois plus tard, le ton avait radicalement changé : alors que des pays comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou la Turquie faisaient face à des fuites massives de capitaux et à une chute de leur taux de change, les pays émergents étaient présentés comme les nouveaux talons d'Achille de la reprise mondiale tant espérée.

Doit-on dès lors s'attendre à un retour des vieux démons des émergents, à l'image du cataclysme financier qu'ils ont connu dans les années 1990 ? Certes, le scénario semble à plusieurs égards similaire : les entrées massives de capitaux ont, au cours des années précédentes, provoqué une surévaluation des taux de change et des déficits courants, débouchant finalement sur des fuites de capitaux et une chute difficilement gérable des taux de change et de la croissance. Toutefois, contrairement aux années 1990, les pays émergents ont accumulé au cours des années 2000 des réserves de change pour s'auto-assurer contre l'instabilité financière. Ils ont donc les moyens de se défendre, contrairement à leur vulnérabilité passée. Il n'en reste pas moins que leur crise, qui représente une nouvelle phase de la crise mondiale, ne fera qu'en postposer une nouvelle fois la sortie.



BERNARD DUTERME
CETRI

Guatemala, Équateur

Du pétrole pour quel développement ?

Même s'ils ne sont pas de gros producteurs, tant le Guatemala que l'Équateur éprouvent des difficultés à concilier exploitation pétrolière et respect des populations indigènes. Leur gouvernement renforce dans les deux pays un même modèle de développement, malgré des profils politiques distincts.

En Amérique latine, trois pays figurent parmi les principaux producteurs mondiaux de pétrole : le Mexique (7^e), le Venezuela (12^e) et le Brésil (13^e). À lui seul, le Venezuela dispose en outre des deuxièmes plus importantes réserves au monde, derrière l'Arabie saoudite. À côté de ces trois géants latins, l'Argentine (25^e producteur mondial), la Colombie (26^e) et l'Équateur (31^e) peuvent être considérés comme des pays producteurs moyens, même si, en matière de « réserves prouvées », l'Équateur apparaît dans le top 20 mondial, malgré l'étroitesse relative de son territoire. Le Guatemala (81^e producteur, 73^e réserves) figure lui résolument parmi les petits producteurs.

Ces deux derniers États – l'Équateur (280 000 km²) et le Guatemala (110 000 km²) – n'affichent donc pas vraiment le même profil en matière de production et de réserves pétrolières. Ils englobent par contre, l'un comme l'autre, une forte population indigène ou d'ascendance indigène (entre 40 et 60 % de la population totale, selon des estimations fortement controversées), et éprouvent de sérieuses difficultés à concilier respect de ces populations, sauvegarde de leurs territoires et exploitation des richesses du sous-sol. Dans chacun de ces deux pays, la tension socio-environnementale autour de l'extraction pétrolière a enregistré des évolutions significatives en 2013.

Au Guatemala, Perenco a les mains libres

Au Guatemala, l'essentiel (95 %) de la production de pétrole (13 000 barils/jour) est aux mains de l'entreprise franco-britannique Perenco, qui exploite depuis 2001 une quarantaine de puits (et une raffinerie) au cœur même de l'une des régions théoriquement les plus protégées d'Amérique latine : le parc national Laguna del Tigre, enclavé lui-même dans la « Réserve de biosphère maya » établie par l'Unesco dans le département du Petén, les basses-terres du Nord du pays. Considérée comme le dernier poumon vert de l'isthme centro-américain, cette réserve est aussi la deuxième « zone humide » la plus importante du continent, préservée pour sa haute biodiversité. Le pétrole qui en est extrait depuis plusieurs décennies est un « pétrole lourd », surtout utilisé pour l'asphaltage et quasi entièrement exporté vers les États-Unis, via un pipeline qui traverse la moitié du pays jusqu'à sa côte atlantique.

À en croire la transnationale Perenco et le gouvernement guatémaltèque, qui lui a reconduit en 2010 la concession pour 15 ans, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes : les activités d'exploration et d'extraction sont appelées à se développer, l'État national en profite largement sur le plan fiscal, les populations locales jouissent des largesses de l'entreprise (– dons de combustibles, de médicaments, de 6 000



© Photos extraits du « Chant de la fleur »

pupitres d'école par an (...) et l'environnement naturel immédiat bénéficie de programmes de reforestation à charge de la société pétrolière (pourtant non responsable, selon elle, du déboisement du parc national, « causé par les communautés de migrants illégaux »¹).

La réalité est autre. Tout le monde le sait au Guatemala, y compris justement les premiers responsables de l'État qui, pour permettre la reconduction de la concession Perenco en 2010, ont illégalement modifié le « Plan maestro del Parque Laguna del Tigre 2007-2011 » qui y interdisait officiellement le développement d'activités pétrolières, en raison de leurs impacts négatifs (pollutions de l'air, des eaux et des sols, déboisement...). L'affaire a été jugée (peine de prison pour le directeur du « Conseil national des aires protégées »), puis diluée et étouffée. Perenco poursuit en toute impunité. Et vient d'ailleurs de se voir offrir, en juillet dernier, de nouveaux permis d'exploration dans les régions voisines.² Pour Raul Maas, directeur de l'Observatoire environnemental de l'Université Landivar, ce cas, documenté par ses services, n'est que « la pointe émergée de l'iceberg de corruptions et de collusions entre élites politiques et économiques dans l'exploitation des ressources non renouvelables du Guatemala »³.

En réalité donc, l'exploitation pétrolière affecte bien plus qu'elle ne protège les populations locales et leur environnement, et de surcroît bénéficie très peu aux impôts nationaux, dont les taux restent dérisoires. La plupart des communautés rurales concernées – surtout des Mayas Q'eqchi – proviennent de vagues successives de migration interne, en quête de parcelles à cultiver ou réfugiées des massacres « anti-insurrectionnels » perpétrés par l'armée dans les années 1980. Dans l'attente désespérée d'une légalisation de leurs terres, elles survivent aujourd'hui misérablement au cœur d'une région toujours peu peuplée, mais en proie aux « mégaprojets de développement » du capital privé transnational. Parfois délogées ou menacées de l'être, elles subissent l'expansion des plantations de palmiers à huile dans le Sud du Petén, des installations hydroélectriques et pétrolières dans le centre et des accaparements touristiques dans le Nord du département.

Comble de la tension entre les intérêts de Perenco et les conditions d'existence des communautés indigènes, l'État guatémaltèque a aussi accepté de l'entreprise franco-britannique, en échange de la liberté d'opérer, une donation de 3 millions de dollars, plus 30 centimes par baril produit, pour le financement d'une unité de l'armée – « el batallón verde » -

« L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE AFFECTE BIEN PLUS QU'ELLE NE PROTÈGE LES POPULATIONS LOCALES ET LEUR ENVIRONNEMENT »

censée protéger la zone du narcotrafic (prolifique en effet dans cette région de transit isolée) et de la déforestation occasionnée par... les petits paysans. En réalité, « le bataillon vert » sert surtout à dissuader les communautés voisines des installations pétrolières, de toute contestation organisée.⁴

En Équateur, l'initiative Yasuní capote

En Équateur, c'est le destin fatal de l'« initiative Yasuní » qui a fait l'actualité de la question pétrolière ces derniers mois. Pour rappel, en 2007, le président socialiste équatorien Correa proposait officiellement de laisser sous terre le pétrole du sud du parc national Yasuní (20 % des réserves du pays), si la « communauté internationale », mobilisée alors sur l'agenda climatique, versait à l'Équateur, en compensation, la moitié des recettes de l'exploitation, estimées à plus de 7 milliards de dollars sur treize ans. Août 2013, six ans plus tard, les montants promis ou engagés n'atteignant pas même 10 % des 3,6 milliards attendus, le président Correa jette l'éponge et ouvre la zone préservée (« hotspot » de biodiversité) aux forages et à l'extraction.

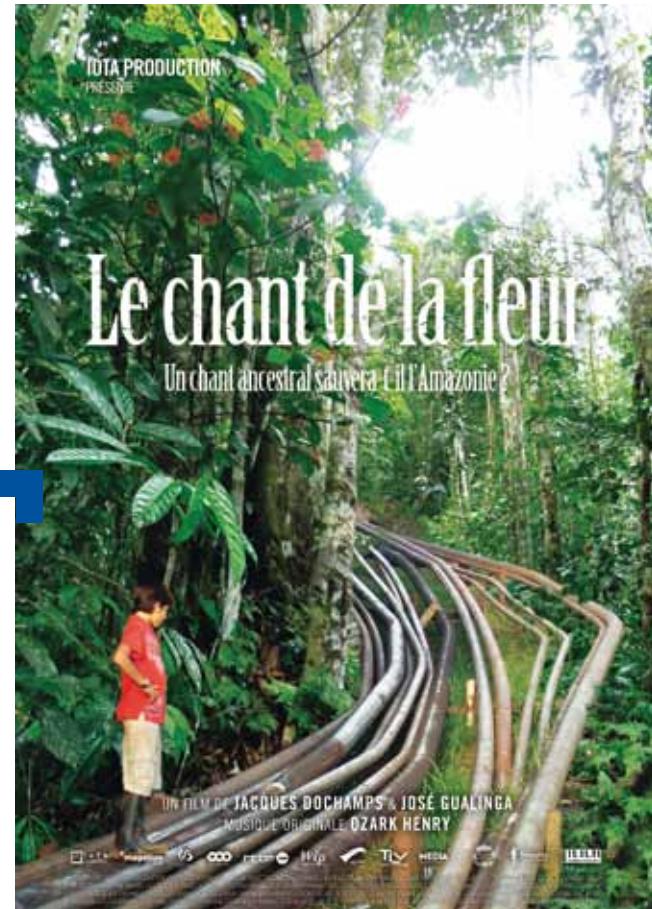
Du côté gouvernemental, on justifie : notre offre aurait pu éviter à l'humanité le rejet dans l'atmosphère de quelque 400 millions de tonnes de CO₂ (le volume estimé des émissions produites par la combustion du pétrole à extraire). Mais les pays développés, pourtant premiers responsables des changements climatiques, n'ont pas voulu consentir cet effort financier, rembourser leur « dette écologique ». Or, nous avons impérativement besoin de cet argent pour alimenter nos politiques sociales et éradiquer la pauvreté. Nous allons donc vendre ce pétrole. Les dommages collatéraux additionnels de cette nouvelle zone d'extraction seront minimes.⁵

« EN RECOURANT AUX MÉCANISMES DU “CAPITALISME VERT”, LE PRÉSIDENT CORREA AVAIT DÉJÀ ALTÉRÉ L’INITIATIVE YASUNI »

À l'inverse, du côté des mouvements indigènes et des initiateurs mêmes de l'initiative Yasuni, on dénonce : en recourant aux mécanismes du « capitalisme vert » pour vendre le projet sur le marché international des « services environnementaux » et des « émissions évitées », le président Correa avait déjà altéré l'initiative originale. Mais en la mettant à mort aujourd'hui, il trahit l'esprit de la nouvelle constitution, les intérêts des peuples amazoniens, les « droits de la nature », le moratoire à l'expansion de la frontière pétrolière et la volonté initiale de transformation de la structure économique du pays.⁶ C'est en outre faire bien peu de cas, symboliquement, de la condamnation en appel en 2012 du géant états-unien Chevron-Texaco (à verser 9,5 milliards de dollars) pour pollutions massives et dommages sanitaires profonds causés en Équateur en 25 ans d'exploitation. Certes, les méthodes d'extraction ont évolué, mais les impacts en chaîne liés à l'expansion de l'industrie pétrolière pour l'Amazonie et ses populations restent hautement problématiques.

Alimenter le marché mondial

Si au Guatemala, l'exploitation du pétrole, des sols et des sous-sols en général répond donc bien à un modèle de développement libéral autoritaire assumé comme tel, en Équateur, elle met à jour le clivage qui divise gauches politiques et sociales latino-américaines aujourd'hui : « néodéveloppementisme » redistributif d'un côté, « écosocialisme » participatif de l'autre. Dans les deux pays, les décisions prises consolident en tout cas la structure primaire et dépendante de leur économie : « extractivisme » et agroexportation.



Un chant ancestral sauvera-t-il l'Amazonie ?

Menacé par l'industrie pétrolière, le peuple amazonien de Sarayaku (Équateur) mène une lutte sans répit pour sa survie. Inspiré par un chant chamanique ancestral, il s'engage dans un défi inouï à portée universelle : la Frontière de vie, à savoir la plantation de vastes cercles d'arbres à fleurs de couleurs sur tout le pourtour de son territoire, soit sur plus de 300 km de long. Ces cercles, au fil du temps, deviendront visibles du ciel. Ils marqueront ainsi la présence de l'homme dans la forêt, la volonté des peuples autochtones de préserver leurs territoires et de maintenir la forêt intacte.

Découvrez ce combat au travers du nouveau documentaire de Jacques Dochamps et José Gualinga, sur une musique originale d'Ozark Henry. Une production de Iota Production, avec notamment le soutien du CNCD-11.11.11 qui au travers de sa récolte de fonds soutient le combat trentenaire des indiens kichwa de Sarayaku.

Pour en savoir plus, connaître les dates des diffusions en tv ou en salle, rendez-vous sur

www.frontieredevie.net/chantdelaflleur.html

1/ www.perenco.com. 2/ « Adjudican seis áreas petroleras por 25 años », *Prensa libre*, 6 juillet 2013. 3/ De traiciones a la Patria y corrupcion en Guatemala : el caso del petróleo en el Parque Nacional Laguna del Tigre, Observatorio ambiental, Flacso – Universidad San Carlos – Universidad Landivar, 2012. 4/ Collectif Guatemala, Perenco : explotar petrolero cueste lo que cueste, octobre 2011. 5/ Lire notamment : T. Granizo, « Sobre el Yasuní », www.movimientoalianzapais.com.ec, 22 août 2013. 6/ Lire notamment : P. Ospina, « Carta abierta a un amigo sobre el Yasuní », www.lalineadefuego.info, 27 août 2013.

VÉRONIQUE RIGOT
CNCD-11.11.11

« Remunicipalisation » de l'eau La privatisation en recul

Remunicipalisation : ça sonne comme un néologisme français. Ça se passe près de chez nous, et un peu partout sur la planète. Le secteur public reprend la gestion de l'eau des mains du privé.

La nouvelle est tombée à Berlin début septembre, comme elle était tombée avant à Paris, à Grenoble, mais aussi à Hambourg et à Naples. C'est à chaque fois une victoire en soi. À l'échelle d'une commune ou d'une municipalité, d'une ville, d'une région ou même d'un État. Et partout, c'est le même constat : le secteur privé a fait des promesses d'efficience à moindre coût qu'il n'a pas tenues. Les citoyens demandent alors au secteur public de reprendre la gestion.

Le Sud a montré la voie

Depuis plus d'une décennie, un vent de remunicipalisation souffle sur l'Europe, mais pas uniquement. C'est le Sud qui a montré la voie, payant parfois le prix fort. La Bolivie a ainsi connu une véritable guerre de l'eau à Cochabamba en 2000. En 2006, Buenos Aires mettait fin prématurément à son contrat avec Veolia et Suez, à ses dépens puisque l'Argentine risque aujourd'hui de devoir payer une très lourde amende.¹ En Uruguay, c'est par un vote en faveur d'une modification de la Constitution que l'eau a été reconnue comme un droit fondamental en 2004 et sa gestion publique, participative et durable. Au Mexique aussi, comme dans plusieurs villes des États-Unis, la gestion publique de l'eau a gagné du terrain. Les exemples sont nombreux.

Au cœur de la bataille, aujourd'hui, la capitale indonésienne : Jakarta. Après 15 ans de gestion privée de l'eau, le bilan est négatif : le service aux citoyens et l'accès à l'eau n'ont nullement été améliorés. Seulement 62 % de la population a accès à l'eau de distribution, mais dans les faits, ils sont probablement moins à bénéficier de cet accès de façon régulière, sans approvisionnement à d'autres sources (robinets et fontaines publiques).

Certains quartiers voient leur distribution d'eau régulièrement interrompue et ont parfois la désagréable surprise de voir une eau sale et impropre à la consommation sortir de leur robinet. Outre la piétre qualité du service, le prix constitue une véritable charge financière pour les plus pauvres : il y est en moyenne trois fois plus élevé que dans les autres villes du pays, où l'eau n'est que partiellement ou pas du tout privatisée.

Dans les années '90, de nombreux pays avaient privatisé l'eau et les services d'assainissement, résultat de fortes pressions des gouvernements néolibéraux et des institutions financières internationales. Face aux difficultés à étendre et améliorer les réseaux de distribution, les prix ont grimpé. Par ailleurs, la gestion parfois peu transparente a encouragé le secteur public à mettre fin à certains contrats privés.

Revirement stratégique

Ce qui est une victoire pour les citoyens n'est qu'un revirement stratégique pour les multinationales qui ont constaté que les profits ne suivaient pas. Bien qu'à



l'échelle mondiale, l'eau soit à 80 % publique, Veolia et Suez n'en sont pas moins présents dans 69 pays sur les 5 continents, et en progression continue. La vague de remunicipalisation doit donc être soutenue à force de référendums, de manifestations et de pétitions.

Signe d'un changement qui arrivera peut-être plus vite qu'on ne le pense : de plus en plus de politiques participent aux forums alternatifs sur l'eau tandis qu'ils boycotttent la déclaration – et même l'enceinte, pour certains – du Forum mondial (officiel) de l'eau. Celui-ci se résume trop souvent à une grande foire commerciale vantant les solutions privées. Les « citoyens de l'eau » demandent quant à eux l'organisation d'un forum international sous l'égide des Nations Unies.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.remunicipalisation.org

1/ Suez a attaqué l'Argentine devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), un organe dépendant de la Banque mondiale. L'affaire est toujours en cours, mais les décisions préliminaires sont défavorables à l'Argentine.

Politique de drogues L'émancipation latino-américaine

**La guerre aux drogues a du plomb dans l'aile.
Et c'est d'Amérique latine que la pression est la plus
forte pour remettre en cause le tout répressif.**

Imposé à l'ensemble du monde depuis plus d'un siècle – c'est en 1912 que le premier traité international interdisant le commerce de stupéfiants a été adopté –, le paradigme prohibitionniste qui sous-tend le régime international de contrôle des drogues prend lentement l'eau. L'approche purement punitive des questions de dépendance ne convainc plus depuis belle lurette dans l'Union européenne, où la majorité des États-membres expérimentent l'approche de « réduction des risques »¹ et défendent sa reconnaissance – sans succès à ce jour – dans les conventions internationales. Mais d'autres voix dissonantes se font entendre avec une détermination grandissante depuis l'autre bout de la filière – dans certains pays de production et de transit des drogues – pour dénoncer les impacts désastreux de la « guerre aux drogues » sur leurs sociétés.

Remises en cause multiples

À la grande surprise des observateurs, les initiateurs du récent mouvement latino-américain de remise en cause du tout répressif dans la gestion des drogues sont des alliés proches des États-Unis, principal garant de l'orientation prohibitionniste du régime actuel. Les présidents Pérez Molina du Guatemala et Santos de Colombie ont effectivement profité de la tenue du sixième Sommet des Amériques de Cartagena d'avril 2012 pour exprimer un sentiment largement partagé par les autres pays traversés par la cocaïne à destination des États-Unis (Andes, Amérique centrale, Mexique) : « la seule chose que nous proposons est d'aborder le sujet, car jusqu'à présent beaucoup de pays, notamment les États-Unis, ont refusé de le faire. Cela fait 40 ans que le monde est plongé dans cette guerre aux drogues et je pense que nous devrions analyser si nous faisons la bonne chose » (Juan Manuel Santos).

Cette volte-face diplomatique n'en est pas réellement une. Les manifestations des réticences latino-américaines montent en puissance ces dernières années. À commencer par la décision sans précédent du gouvernement bolivien de se retirer de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (le principal des trois accords qui composent l'architecture du système international de contrôle des drogues), suite au rejet de sa proposition de retirer la mastication traditionnelle de la coca de la liste des interdictions prévues par ce texte. Plusieurs pays d'Amérique du Sud ont par ailleurs entamé ces dernières années une révision de leur législation afin de dé penaliser la possession de drogues à usage personnel (Uruguay, Brésil, Équateur, Argentine). Enfin, l'impasse de la militarisation de la lutte contre le trafic a été abordée avec une franchise grandissante lors des dernières rencontres entre

pays centro-américains, notamment à Tegucigalpa en mars 2012, lorsque l'option de la dé penalisation fut carrément mise en débat en présence du vice-président états-unien Joe Biden.

Un régime contre-productif et déséquilibré

Les reproches des gouvernements latino-américains au régime de contrôle international se déplient en réalité à trois niveaux. Il y a d'abord une mise en cause de l'efficacité d'une approche tournée vers la réduction de l'offre (la production et le trafic de stupéfiants). La Commission onusienne sur les stupéfiants le reconnaît elle-même, la prohibition a eu comme conséquence non voulue « la création d'un immense marché noir criminel (...) [et] il ne manque pas de criminels pour disputer

« LES INITIAUTEURS DU RÉCENT MOUVEMENT LATINO-AMÉRICAIN DE REMISE EN CAUSE DU TOUT RÉPRESSIF DANS LA GESTION DES DROGUES SONT DES ALLIÉS PROCHES DES ÉTATS-UNIS »

une part de ce marché dans lequel la multiplication par cent du prix entre la production et la vente n'est pas rare »². Malgré les immenses ressources militaires et policières investies ces vingt dernières années, la production globale de stupéfiants n'a pas diminué. Et pour cause, à demande égale, toute réduction de l'offre (causée par les campagnes d'éradication des plantations ou le démantèlement de tel cartel) se



© Associated Press / Reporters

© Shorizo izo (flickr) 2012



traduit par une hausse des prix et une plus grande incitation pour les millions de paysans et de banlieusards pauvres à s'impliquer dans le trafic.

La focalisation des traités internationaux sur l'offre se traduit par une distribution inégale des coûts sociaux et financiers résultant de l'existence du narcotrafic comme de la lutte contre ce dernier. Le premier de ces coûts est bien entendu celui de l'insécurité liée à la violence débridée qui touche les pays de production et, davantage encore ces dernières années, de transit de la cocaïne en route vers les États-Unis. La militarisation de la lutte contre le trafic décidée en 2006 par le président

mexicain, suivi par d'autres leaders centro-américains dans le cadre de l'initiative de Mérida financée par les États-Unis, n'a fait qu'augmenter les niveaux de violence sans entamer la puissance des cartels. Les coûts sont énormes par ailleurs en termes de dépenses de sécurité, de congestion des prisons et des tribunaux, de frais hospitaliers, de déplacement de paysans. Des externalités négatives que la classe politique aujourd'hui évalue plus précisément : « Pour le Costa Rica, la voie n'est pas celle de la guerre aux drogues, car nous n'avons pas d'armée et nous ne voulons pas devenir dépendants de ce convoi de destruction, de militarisme, de dépenses exorbitantes qui détourne l'État de ses efforts en matière d'investissement social. C'est pourquoi nous disons qu'il faut chercher des alternatives ».

Moins spectaculaire mais sans doute plus dommageable en termes de démocratie : l'immense pouvoir de corruption des réseaux de trafiquants. D'aucuns n'hésitent pas à qualifier le Mexique de narco-État, tant ses appareils politiques, judiciaires et militaires sont gangrenés. Mais aucun des États placés sur les routes principales de la cocaïne andine, notamment en Afrique de l'Ouest, nouvel « itinéraire-bis » vers l'Europe, et de l'héroïne afghane (Asie centrale, Pakistan, Turquie, Iran) ou birmane (Asie du Sud-Est), n'échappe à l'action corrosive du trafic sur

les institutions, de la « simple » complaisance passive des échelons inférieurs des services de sécurité aux alliances au sommet entre chefs de cartels et hauts responsables politiques ou militaires.

Enfin le mécontentement latino-américain est également alimenté par l'asymétrie du processus politique qui sous-tend le régime international de lutte contre les stupéfiants. Prééminence des États-Unis dans les agences onusiennes anti-drogues, immixtions incessantes dans les politiques nationales, unilatéralisme du mécanisme de « certification » à travers lequel Washington s'arroge le droit de classer annuellement l'implication des pays dans la lutte contre les drogues... Les pays de la région sont lassés de l'alignement automatique sur le grand voisin du Nord et entendent s'affirmer politiquement sur ce sujet (comme sur d'autres soit dit en passant). D'autant qu'en dépit du moralisme obtus qui imprègne historiquement l'approche états-unienne (« la drogue est un mal qu'il faut combattre, le drogué un dépravé qu'il faut punir »), leur autorité morale en la matière est sérieusement entamée par l'instrumentalisation régulière de cette politique intrusive à d'autres fins géopolitiques, ce que d'aucuns qualifient « d'impérialisme par le contrôle des drogues ».

« L'AUTORITÉ MORALE DES ÉTATS-UNIS EN LA MATIÈRE EST SÉRIEUSEMENT ENTAMÉE PAR L'INSTRUMENTALISATION RÉGULIÈRE DE CETTE POLITIQUE INTRUSIVE À D'AUTRES FINS GÉOPOLITIQUES »

Réformes et marges de manœuvre

Les perspectives de réforme de la législation internationale sont cependant incertaines. Certes le volontarisme latino-américain coïncide avec d'autres évolutions prometteuses au sein du contexte mondial.

L'administration Obama a rompu avec les accents autoritaires de la période précédente en abandonnant les notions de « guerre aux drogues » et de « narco-terrorisme », en subordonnant les campagnes d'éradication de plantes à drogue aux objectifs de développement alternatif, en s'ouvrant à l'idée de « réduction des risques ». Des rapprochements ont lieu dans les enceintes internationales entre pays européens et latino-américains les plus progressistes en la matière. Les communautés scientifiques et médicales prennent des positions de plus en plus claires sur les effets néfastes de la prohibition sur la santé publique (propagation du VIH).

Pour autant les facteurs de blocage ne doivent pas être sous-estimés. Tout d'abord, pour peser efficacement dans les enceintes onusiennes, les nations latino-américaines devront s'accorder sur une stratégie et des objectifs communs, ce qui est loin d'être acquis. Ensuite, la tolérance des États-Unis

alternatives sud

Narcotrafic

La « guerre aux drogues » en question

Points de vue du Sud



CentreTricontinentale

STIFSE

Narcotrafic : la « guerre aux drogues » en question

Découvrez le dernier numéro d'« Alternatives Sud », un livre coordonné par François Polet.

Disponible en librairie et sur www.cetri.be

vis-à-vis des écarts les plus manifestes au régime prohibitioniste a ses limites, en témoigne l'empressement du vice-président Biden à sermonner les gouvernements centro-américains lors de la réunion de Tegucigalpa. Enfin d'autres puissance, comme la Russie ou le Japon, mettent tout leur poids dans la balance pour maintenir le statu quo.

Cette sanctuarisation des conventions internationales n'arrêtera cependant pas les évolutions en cours. À l'instar de certains pays européens, les pays latino-américains se donneront vraisemblablement le droit d'une interprétation de plus en plus lâche des textes pour les conformer à leur réalité politique, forme de déclinaison de l'idée de « marges de manœuvre nationales » (*policy space*) exigée dans l'application des accords commerciaux. La décision récente de l'Uruguay de réglementer la vente du cannabis (via un réseau de pharmacies agréées), une première mondiale, illustre clairement cette tendance.

1/ Approche visant à réduire les risques sanitaires et sociaux liés à la toxicomanie, via notamment les programmes d'échange de seringues. 2/ Commission sur les stupéfiants des Nations unies (2008), « Making drug control 'fit for purpose': Building on the UNGASS decade », 7 mars.

Sainte dette, mère de tous les dogmes

ANTONIO GAMBINI
CNCD-11.11.11

L'attachement dogmatique à la sacralité du remboursement de l'intégralité de dettes et des intérêts ont conduit à une spirale d'appauprissement d'États, dans les pays en développement et dans la zone euro. Récemment, un tribunal états-unien est encore allé plus loin...

Un pays accablé de dettes, dans une situation sociale et économique désastreuse, cherche désespérément à réduire le poids de sa dette pour retrouver le chemin de la croissance et de la prospérité. Une conférence internationale réunit à la même table les délégués de la nation endettée et ceux des pays créanciers, dont des grandes puissances et d'anciens ennemis jurés de l'État débiteur. Le résultat est inespéré pour l'État débiteur : plus de la moitié de la dette est effacée, les délais de remboursement sont considérablement rallongés, les remboursements en dollars, or ou autres monnaies étrangères fortes sont convertis (à un taux favorable au débiteur) en monnaie nationale, la juridiction de tribunaux étrangers ou arbitraux pour juger de litiges peut être annulée par les cours et tribunaux nationaux en cas d'atteinte à l'« ordre public », les remboursements (pourtant déjà tellement allé-gés) peuvent être suspendus ou renégociés en cas d'évènement extraordinaire.

Leçon de l'après-guerre

Ce scénario n'est pas celui de la Grèce aujourd'hui, ni celui des pays endettés du Sud, mais bien celui de la jeune République fédérale d'Allemagne (l'Allemagne de l'Ouest d'avant la réunification) et de l'accord qu'elle a signé en 1953 à Londres avec pas moins de 20 États créanciers, dont les États-Unis, la Grande Bretagne, la France, la Belgique et la Grèce. Résultat de cet accord généreux : l'Allemagne ne consacre pas plus de 5 % de ses revenus d'exportations au service de la dette, elle n'est pas obligée de s'appaupravir en privatisant à tour de bras et elle connaît un essor économique prodigieux.

Les rapaces de sortie

Ce n'est hélas pas de cette façon qu'a été gérée la crise de la dette dans la zone euro, ni les crises des années '80 et '90 dans les pays du Sud. L'attachement dogmatique à

la sacralité du remboursement de l'intégralité de la dette et des intérêts ont conduit à une spirale d'appauprissement des États débiteurs. Mais la réalité de l'incapacité de remboursement finit par s'imposer, mais les allégements, rééchelonnements et restructurations de dette qui ont finalement été décidés étaient trop tardifs ou trop timides.

Un tribunal des États-Unis a été encore plus loin dans la sacralisation de la dette. Dans un litige opposant l'Argentine à des fonds vautours¹ qui ont racheté au quart de la valeur faciale² des vieilles dettes argentines dont ils aspirent à obtenir un remboursement de la totalité du principal et des intérêts accumulés (pour un taux de profit de 362,5 % !), le tribunal a donné raison aux fonds vautours. Cette décision judiciaire, heureusement à ce stade encore provisoire car susceptible d'être cassée par la Cour Suprême des États-Unis, est potentiellement porteuse de conséquences cataclysmiques pour la finance et l'économie mondiale.

En effet, conscients du fait qu'un remboursement partiel vaut mieux que pas de remboursement du tout, les créanciers, privés comme publics, qui ont accepté pendant ces trente dernières années des accords de restructuration de la dette risquent d'être lésés. Au nom de quoi devraient-ils accepter des décotes de 10 % ou 50 % alors que les fonds vautours obtiennent 100 % ? Ne risquent-ils pas de faire recours à leur tour ? Qui acceptera encore à l'avenir de souscrire encore ce genre de plans ? Les États qui ont, comme l'Argentine, réussi à régler et mettre derrière eux le problème de la dette vont-ils à nouveau devoir affronter une crise de la dette ? Cet acharnement quasiment religieux à exiger coûte que coûte le remboursement des dettes participe d'une vision archaïque, la même qui condamnait les débiteurs en défaut à l'emprisonnement, ou encore à l'esclavage.

1/ Les fonds vautours sont des structures financières qui rachètent à très bas prix les titres de la dette de pays pauvres. Dès que le pays débiteur devient un peu plus solvable, les fonds vautours l'attaquent en justice pour récupérer l'intégralité du prêt, majoré de pénalités de retard.

2/ Valeur nominale ou valeur faciale : valeur notionnelle d'un titre financier (obligation, action). Lorsqu'il s'agit d'un titre de dette, c'est cette valeur nominale qui est utilisée pour calculer les intérêts dus.

© Reporters / DPA



ROMAIN GELIN
Gresea

L'État gabonais reprend la main à Obangué

Les contentieux opposant entreprises et États sont de plus en plus fréquents, mettant généralement aux prises de grandes firmes du Nord et des pays en développement. Ce sont cette fois-ci deux acteurs « Sud » – le Gabon et une filiale d'une compagnie pétrolière chinoise – qui sont en conflit.

Décembre 2012, le gouvernement gabonais exproprie Addax Petroleum – une filiale de l'entreprise chinoise Sinopec, un des géants mondiaux du secteur de la chimie et des hydrocarbures – du champ pétrolifère d'Obangué. La cause selon les autorités du pays : « violations graves, flagrantes et répétées des dispositions réglementaires nationales et internationales ». Le ministre du pétrole avait également évoqué des cas de corruption, de mauvaise gestion et d'évasion fiscale, reprochant à Addax de nombreux torts « sur le respect de l'environnement et d'avoir exporté des volumes de pétrole sans les fiscaliser ».

La filiale, qui compte pour un tiers de la production de Sinopec hors de Chine, réfute les accusations de corruption et de fraude fiscale et annonce au mois d'avril qu'elle compte « saisir toutes les juridictions compétentes » afin de contester le retrait de son permis d'exploitation. Chose promise, chose due. En juin 2013, Addax lance une procédure contre l'État gabonais auprès du tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale de Paris. Ce type de juridiction, très controversée, est vue par d'aucuns comme une « privatisation de la justice ». Elle est en charge de régler des litiges sans que les tribunaux « publics » n'interviennent en mettant en place une juridiction arbitrale dont les « arbitres » sont désignés par les différentes parties.

La filiale de Sinopec réclame alors 330 millions de dollars de dommages et intérêts au Gabon pour le préjudice lié au non-renouvellement de son permis d'exploitation. L'État africain réplique en demandant à son tour qu'Addax lui verse pas moins de 780 millions de dollars d'indemnité. Entretemps, la gestion du champ pétrolifère d'Obangué est confiée à Gabon Oil Company, une entreprise créée en 2011 dont le principal actionnaire est l'État gabonais (à hauteur de 60 %).

Le 10 septembre 2013, le tribunal arbitral rend une première décision dans cette affaire¹, donnant raison au Gabon, et avalisant la décision de reprendre la gestion du champ pétrolier et de la confier à l'entreprise de son choix.

Outre la question de la reprise en main des investissements pétroliers par l'État gabonais, dans un contexte de baisse de la production de pétrole depuis 1997², se pose aussi celle des investissements chinois sur le continent africain. Addax n'est en effet pas la première entreprise chinoise à se voir retirer un projet au Gabon. En 2011, le gouvernement d'Ali Bongo avait déjà mis fin au contrat avec China Machinery Engineering Corp pour l'exploitation de la mine de fer de Belanga. Au mois de juillet 2013, il avait également été signifié à Sinopec que sa licence d'exploitation pour le gisement de Tsiengui ne serait pas reconduite à son échéance en 2015.

Shell et Total (anciennement Elf), les deux principaux producteurs de pétrole au Gabon (la moitié de la production à eux deux), voient ainsi – un hasard ? – un de leurs concurrents sur les marchés internationaux s'affaiblir sur le territoire gabonais. Les deux entreprises, qui ont un contrat pour l'achat du pétrole d'Obangué, ont reçu l'ordre, depuis novembre 2012, d'effectuer leurs paiements sur un compte à Libreville, la capitale, et non plus à la filiale de Sinopec.

1/ Cette décision ne signifie pas la fin de l'affaire pour autant, les plaintes initiales d'Addax (rupture abusive du contrat) et du Gabon (dommages environnementaux) devant encore être étudiées par la cour d'arbitrage.
2/ Le secteur des hydrocarbures gabonais produit l'équivalent de 240 000 barils par jour et représente 80 % des recettes d'exportation du pays.



Le monde en classe

Chaque mois, découvrez la vie du Sud

**Vous êtes instituteur/trice ?
Partez à la découverte du monde avec vos élèves !**

Depuis plus de 30 ans, le calendrier 11.11.11 ouvre une porte sur le monde dans bien des lieux, dont de nombreux établissements scolaires. Nous vous proposons pour la deuxième année consécutive un pas de plus à la découverte du monde...

Eveillez vos élèves à la solidarité internationale dès la première année primaire et jusqu'en sixième, grâce à une formule inédite en Belgique francophone !

Le principe est simple : chaque mois, vous recevez un dossier didactique de 20 pages en lien avec la photo du calendrier 11.11.11. Lorsque vos élèves découvrent une nouvelle image en début de mois, vous pourrez grâce aux dossiers « Le monde en classe » parcourir un nouveau pays avec eux au travers d'un récit original, réaliser des exercices spécifiquement conçus pour chaque cycle, approfondir une nouvelle thématique et, ainsi, les sensibiliser progressivement aux relations Nord-Sud.

Rédigé en collaboration avec des enseignants, le contenu des dossiers est adapté à l'âge de vos élèves.

Visionnez un dossier type sur www.cncd.be/lemondeenclasse

Plus d'informations : education@cncd.be – 02 250 12 57

La cuisine interne de l'Opération 11.11.11



FRÉDÉRIC LÉVÈQUE
CNCD-11.11.11

Chaque année, quelle que soit l'actualité, les médias nous resservent le même plat, à quelques nuances près : les prix de l'immobilier, le bilan de la saison touristique ou des soldes, les premiers rayons de soleil ou les premiers flocons de neige, les embouteillages pour aller à la mer, les pleurs de la rentrée des classes, etc. Bref, on a parfois, souvent même, l'impression de revoir le même JT. Dans le jargon journalistique, on appelle cela un marronnier. Demain le monde ne déroge pas à la règle. Une fois arrivé novembre, vous n'y échapperez pas : revoilà l'Opération 11.11.11, la grande récolte de fonds du CNCD-11.11.11 et de ses membres qui a pour objectif de financer des programmes de développement.

Mais comment parler de l'Opération 11.11.11 sans être redondant ? Il nous fallait trouver un nouvel angle d'attaque. Cette année, plutôt que de mettre en valeur les programmes, on s'est dit qu'on allait tout simplement lever le voile sur plusieurs aspects du déroulement de la récolte de fonds qui souffle ses 47 bougies. Mais pour cela, on avait aussi besoin d'un titre. « L'Opération 11.11.11 *inside* ». Non, restons fidèle à Voltaire. « L'Opération 11.11.11, le *making of* », idem. « L'Opération 11.11.11, l'envers du décors ». Non, on n'a rien à cacher. « La face cachée de l'Opération 11.11.11 ». Encore moins évidemment ! « Les coulisses de l'Opération 11.11.11 », pourquoi pas ? On a donc ainsi hésité sur le titre de ce dossier. Mais comme le CNCD-11.11.11 est en campagne sur le droit à alimentation, « La cuisine interne de l'Opération 11.11.11 » coulait de source. Mais cette cuisine interne concerne tout le monde et surtout les gens qui sympathisent avec nous. Car plus que d'autres institutions, une ONG se doit d'être transparente. Et pas seulement au travers de rapports et autres bilans financiers.

La récolte de fonds en elle-même, elle a lieu toute l'année sous diverses modalités, au travers des dons de particuliers et d'événements culturels, sportifs, festifs, gustatifs en tous genres. Les initiatives ne manquent pas. De la famille qui mange un bolo dans une salle paroissiale, à l'entreprise qui commande des balottins de pralines, du coureur parrainé des 20 km de Bruxelles, à ces trois jeunes universitaires qui se lancent dans un tour du monde solidaire (*voir pages 24 & 25*), tous contribuent à alimenter un fonds qui finance annuellement une cinquantaine de programmes de développement. Dans notre jargon, on parle de « récolte alternative » mais le terme « complémentaire » conviendrait mieux. Alternative, ou complémentaire, à quoi ? À la récolte traditionnelle, tiens ! L'Opération 11.11.11 en elle-même, ces dix jours du mois de novembre, autour du 11, quand des milliers de personnes sont sur le terrain pour vendre des produits. Car il est important de rappeler que si les méthodes de récolte de fonds des ONG ont tendance à se diversifier, la vente en rue reste un pilier du financement de la solidarité internationale par le citoyen lambda. Elle alimente le gros du budget qui sera alloué aux programmes – dont nous expliquons le processus de sélection dans ce dossier. Et au centre de cette grande vente de rue, il y a inévitablement les produits estampillés 11.11.11 et les groupes locaux de volontaires qui les vendent contre vents et marées car, parole de volontaire, nous sommes en novembre, pardi ! Et le temps a une influence sur le succès d'une récolte. Mais, cela, me direz-vous, c'est de la cuisine interne, n'est-ce pas ?

SABINE SCHRADER
JOURNALISTE

Sur le terrain, paroles de coordinateurs

L'Opération 11.11.11, c'est un immense élan de bénévolat. De la sortie des grandes surfaces au porte à porte dans les villages, en passant par quelques sorties d'église où la solidarité n'est pas un vain mot, chaque année, ils sont plusieurs milliers à se mobiliser... Rencontres avec des volontaires, coordinateurs régionaux.

À Gembloux, c'est Elisabeth, qui donne de son temps le week-end de l'Opération 11.11.11 après s'être consacrée toute la semaine à sa garderie d'enfants. « On ne peut pas être bénévole par sympathie, explique-t-elle. Il faut être sensibilisé à la coopération et au développement. Je suis coordinatrice depuis quatre ans maintenant et chaque année, je réunis une équipe de volontaires. Je trouve que les enfants des mouvements de jeunesse sont souvent enthousiastes. Les adultes aussi bien sûr. Par contre, les ados sont difficiles à mobiliser et c'est dommage. Il y a un âge un peu paresseux entre quinze et vingt ans ! »

À Ciney, où Paul a commencé comme bénévole en 1971, une solide équipe est fidèle au rendez-vous. « D'abord, il y a les membres de ma famille, commence-t-il. Ma fille qui a aujourd'hui plus de vingt ans a même créé sa cellule locale. Ma femme travaille dans une école de devoirs. Les jeunes qui la fréquentent viennent aider chaque année ». Du côté d'Etienne à Sprimont, un petit bémol cependant : si l'Opération rencontre toujours autant d'enthousiasme et de sympathie, il semblerait que les moins de quarante ans soient moins au courant qu'avant de sa thématique, malgré des actions de sensibilisation dans les écoles. Problème de communication ? La question est posée.

Le cacao équitable fait l'unanimité

Avec ses 24 ans d'expérience en tant que bénévole, Etienne a le recul pour juger du choix des produits. Et c'est ce choix, précisément qu'il apprécie particulièrement. « Quand je vends à la sortie des magasins, j'aime bien avoir ma table garnie d'un large éventail de produits. C'est plus attrayant, les gens ont ainsi l'impression de faire leur marché ». Avec une mention spéciale pour les produits de bouche... « Autant joindre l'utile à l'agréable, plaisante-t-il. Vous dépensez de l'argent pour soutenir une action caritative et vous achetez un produit que vous utiliserez, c'est formidable. En plus, comme les produits sont issus du commerce équitable, ça fait sens. »

Une conception visiblement partagée par les autres coordinateurs de groupes locaux, mais aussi par les consommateurs, puisque chaque année, le cacao rencontre un franc succès. Paul émet quelques réserves sur le thé : « J'ai constaté un phénomène curieux. Dans les villages, le thé a moins de succès. On dirait que les gens n'en boivent pas beaucoup, au contraire des acheteurs des villes... Pourtant je l'ai goûté et il est très bon, mais c'est surtout le cacao qui marche bien... »





auprès des personnes plus âgées aussi, qui en achètent pour leurs petits enfants. C'est l'occasion, quand elles le préparent d'expliquer où elles ont acheté le cacao et de sensibiliser les plus jeunes au commerce équitable ». Pour Elisabeth, le succès du cacao s'explique aussi par son prix raisonnable : « Je pense que c'est un critère important. Les gens vont plutôt se tourner vers un produit de 5 euros que de 18 €, c'est clair. En plus, des produits alimentaires vont se vendre facilement car il y a un aspect utilitaire. Cela dit, les calendriers ont du succès, mais ce sont les habitués qui les achètent, pour les photos notamment. Mais là, aucun mérite : on vend à des convaincus qui les attendent chaque année ! »

Polémique autour des prix

Le produit le moins cher est vendu à 5 €. Un prix plus que raisonnable qui fait néanmoins polémique. Certains le trouvent trop élevé, surtout en ces temps de crise. « Diminuer ce prix-là aurait pour conséquence de diminuer les recettes de l'Opération 11.11.11 puisque les gens du coup achèteraient le produit à 2 ou 3 €, souligne Etienne. Il arrive que des gens aient envie de nous soutenir et n'aient pas d'argent.

Ils donnent alors 1 ou 2 € symboliques et n'achètent rien. Alors, si quelqu'un n'a que 4 € pour une sachet de cacao, quelque part, ça compense. Mais ça reste exceptionnel. » Même son de cloche du côté de Paul : « C'est important

de vendre des produits à 5 €. Le thé à 6 €, c'est un peu plus difficile, ce n'est pas un chiffre rond, du coup certains n'ont pas la monnaie... » Mais les coordinateurs restent divisés sur une question cruciale : est-ce le produit ou la thématique de l'action qui attire les gens ?

La conviction de l'engagement

Peu importe serait-on tenté de dire, tant les réactions positives sont légion. « Je trouve que la réaction du public de manière générale est très positive, constate Paul depuis toutes ces années, d'autant plus que l'Opération 11.11.11 a lieu peu de temps après CAP48, qui bénéficie d'une importante couverture médiatique ». Pour lui, l'engagement en faveur de la coopération au développement est l'évidence de toute une vie. Et l'Opération 11.11.11 en est le symbole : « Je me souviens au tout début des années 80, le curé de la paroisse est parti en Bolivie. Il y avait un projet de construction de routes là-bas et on s'est mobilisé pour mettre sur pied l'opération qui permettrait d'acheter du matériel. Après la récolte de fonds, on a eu la copie de toutes les factures d'achat de matériel. Et cette transparence, de la part d'une ONG m'a convaincu. Depuis, je n'ai plus cessé de collaborer ! » Un enthousiasme que partage Etienne. Chaque année, il installe sa table à la sortie des magasins, accompagné de quelques bénévoles qui se relaient. Mais lui, aligne les douze heures sur place le vendredi et le samedi sans faiblir. Avec une obsession : celle de « faire du chiffre » : « Quand un passant vient vers moi et me questionne sur l'Opération, je le dirige vers le site s'il veut plus d'informations. Si je passe une demi-heure à discuter, ce sont d'autres clients que je loupe. Je ne suis jamais parti creuser un puits dans un village, ou ce genre de choses. Mais je récolte chaque année plusieurs centaines d'euros. C'est ma modeste contribution à un monde meilleur. » Quant à Paul, il reste marqué par un étrange souvenir : il y a longtemps, sa fille se fait renverser par une voiture au bord d'une route. Heureusement, plus de peur que de mal. Mais pendant des années, le chauffeur apportera à la jeune fille mille francs pour l'Opération 11.11.11. Une belle histoire de solidarité...



SABINE SCHRADER
JOURNALISTE

Le thé Noé Nature à l'honneur avec « Solidarité »

Dans la gamme de produits que les bénévoles vendent au cours de l'Opération 11.11.11, il y a, pour la seconde année consécutive, des boîtes de la tisane Vitalité, baptisée Solidarité pour l'occasion et produite par Noé Nature. Regard sur un partenariat de sens entre une entreprise locale et une récolte de fonds.

La société hennuyère Noé Nature a pour priorité de proposer un produit à la fois biologique, mais aussi labellisé « issu du commerce équitable ». Un double critère qui, selon Didier Moureau, son directeur commercial, est assez rare pour un même produit. « Les produits issus de l'agriculture biologique sont courants car le bio existe maintenant depuis une trentaine d'années, explique-t-il. Et puis, les contrôles sont relativement faciles, puisqu'il suffit de prélever un échantillon du produit et d'en analyser la teneur en pesticides notamment. Par contre, vérifier si le produit a bien été fabriqué en respectant les critères du commerce équitable nécessite de remonter toute sa traçabilité, ce qui est plus compliqué. Pour le thé Noé Nature, on s'adresse à deux fournisseurs en France qui commercialisent des plantes médicinales et condimentaires biologiques issues de ce type de commerce. Noé Nature ne peut pas collaborer en direct avec les producteurs locaux, éparpillés entre l'Asie (pour le thé) et l'Afrique du Sud (pour le rooibos)... Cela rendrait la société complètement dépendante du moindre aléa climatique, de la moindre catastrophe liée à la production sur place. On ne peut pas se permettre ce genre de problème. Mais travailler avec des fournisseurs européens labellisés ne pose aucun problème. Ils sont soumis à un audit annuel pour le commerce équitable et à un contrôle pour le bio. »

Le goût des thés

Mais si la tisane Vitalité sera à l'honneur des dix jours de l'Opération 11.11.11 sous l'appellation Solidarité, il ne faut pas oublier les autres thés Noé Nature : la tisane Bonne Nuit qui allie délicatement les saveurs de verveine, d'oranger et d'hibiscus sur fond de rooibos, la tisane Anti-stress, qui mêle au rooibos les arômes de mélisse, de lavande et de cannelle, la tisane Digestion, qui propose un subtil mélange de menthe, de lemongrass, de cannelle et de gingembre... et la tisane Hiver, qui adoucit la présence de l'eucalyptus avec la douceur de la réglisse et de la cannelle. Entre autres. Outre l'aspect indéniablement sain, comme l'étaient les tisanes de nos grands mères, il y a une réelle recherche au niveau des goûts : « Ce sont des infusions tout à fait originales. Rares sont les tisanes que l'on trouve dans le commerce et qui réunissent autant d'ingrédients. Généralement, on a un thé vert



ou noir associé à une seule épice, du citron, de la cannelle, de l'orange, par exemple. Ici, on a une véritable palette de goûts. »

Des thés qui sont d'ailleurs vendus dans certaines grandes surfaces, même « s'il reste encore du travail », comme le déplore Didier Moureau : « Les gérants

« NOUS AVONS CHOISI D'ÊTRE PRÉSENTS DANS LA GRANDE DISTRIBUTION, DU COUP, ON NE VEND PAS NOS PRODUITS EN MAGASINS BIO »

de magasins restent frileux lorsqu'il s'agit de commercialiser un nouveau produit, quelles que soient les garanties de qualité que nous offrons. En même temps, nous avons choisi d'être présents dans la grande distribution, du coup, on ne vend pas nos produits en magasins bio. C'est un choix. Celui d'être connu par un plus grand public, mais de vendre à un prix plus abordable. Cela dit, nous cherchons encore à nous faire connaître et être en partenariat avec l'Opération 11.11.11 est une belle opportunité pour nous. »

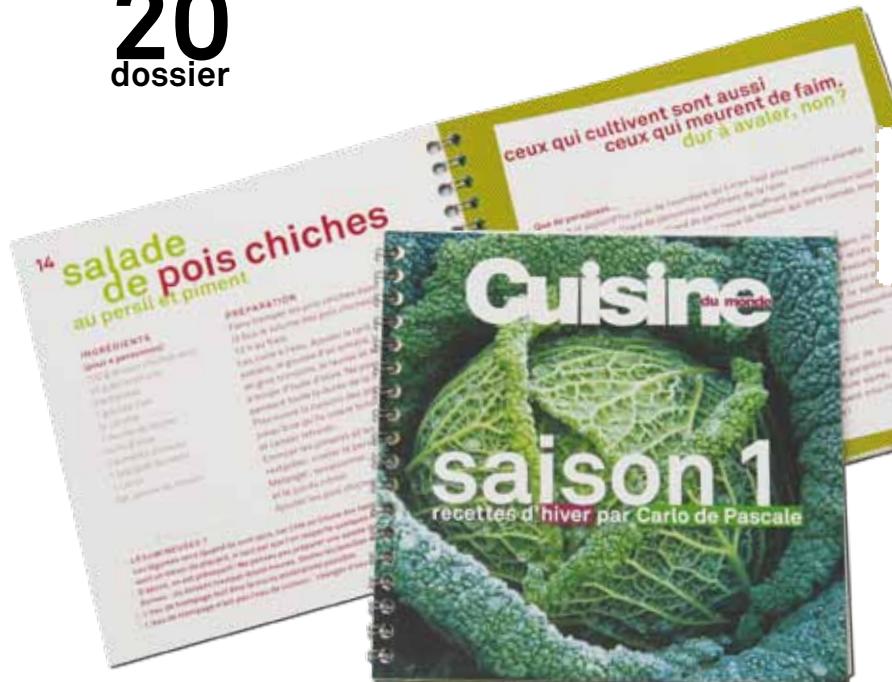


« Le prix d'achat est évidemment primordial puisqu'il s'agit d'une récolte de fonds »

« Nous sélectionnons les produits en fonction de plusieurs critères, explique Tania Farkh, chargée de communication au CNCD-11.11.11. Le prix d'achat est évidemment primordial puisqu'il s'agit d'une récolte de fonds. Mais il y a également des critères éthiques. Sur la façon dont le produit a été fabriqué d'abord. On veillera à s'assurer que le produit a été fabriqué dans des conditions décentes. On privilégie pour cela des partenaires locaux et transparents. On veille aussi à ce que les critères environnementaux et du commerce équitable soient respectés. Enfin, il y a aussi l'utilité du produit. » Une utilité souvent discutée en réunions auxquelles assistent les coordinateurs de l'Opération 11.11.11. Clairement, l'unanimité va à l'utile et non aux produits « gadgets » : calendriers, cartes de vœux, livres de cuisine, crayons de couleur, jeux pour les enfants et du côté alimentaire, cacao et, plus récemment, le thé.

« Nous en avions déjà vendu il y a quelques années, explique Tania Farkh. C'est un produit un peu plus luxueux que le cacao. Nous avons donc cherché une marque de thé issue du commerce équitable qui puisse proposer une boisson de qualité à un prix intéressant. Nous avons découvert le thé Noé Nature en contactant Max Havelaar. Ils proposent un assortiment de six tisanes bio issues du commerce équitable. Nous avons discuté de ce qu'ils pourraient proposer dans le cadre de l'Opération 11.11.11. Nous sommes tombés d'accord sur une boîte de vingt sachets de leur tisane Vitalité pour le prix de 6 €. Pour eux, c'est l'occasion de se faire connaître et d'être liés à une action complètement en phase avec leurs valeurs éthiques. »

Seules les boîtes de thé Vitalité seront vendues lors de l'Opération 11.11.11, mais les autres variétés sont présentes en magasins dont on trouve la liste sur le site www.noenature.com. Avec, tout au long de l'année, 5 centimes versés aux programmes 11.11.11 à chaque achat d'une boîte de thé Noé Nature. Comme quoi, même hors Opération, on peut faire du commerce « autrement »...



Recettes d'hiver,
par Carlo De Pascale

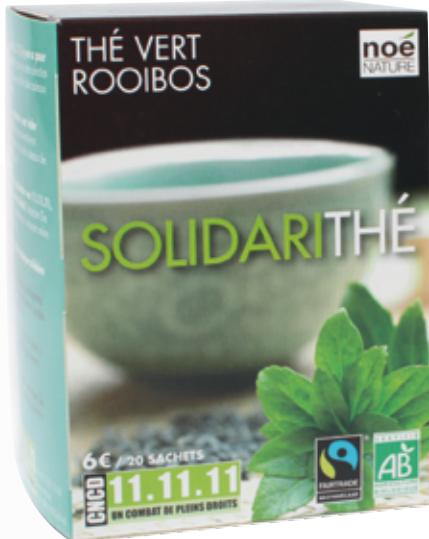
Un livre de cuisine avec une foule d'astuces et d'informations pour acheter et consommer malin, comme le calendrier des fruits et légumes de saison → 10 €



Découvrez notre gamme de produits solidaires vendus au profit de l'Opération 11.11.11



Sachet de cacao en poudre, bio et équitable. Matières premières du Paraguay et de République dominicaine, fabriqué en Belgique par Belvas (Ghislenghien), première chocolaterie écologique du nord de l'Europe → 5 €



Solidarité

Du thé vert rooibos de la gamme Noé Nature en boîte de 20 sachets. Bio et équitable → 6 €



Crayons
« Colore ta planète »

12 crayons de couleurs et leur boîtier avec taille crayon intégré qui permettront aux enfants de développer leur créativité tout en soutenant d'autres à travers le monde. Illustration de Pierre Kroll → 5 €



Calendrier 2014

Le traditionnel calendrier 11.11.11 et ses magnifiques photos du Sud → 18 €



Jeu de cartes, signé Titom

Cartes traditionnelles qui vous permettront de jouer à mille et un jeux différents. Illustrées par l'artiste belge Titom → 5 €



Toupie

Toupie en bois naturel fabriquée dans les Ardennes par la boissellerie De Maerteleire, spécialisée dans la production d'ustensiles et de jouets en bois depuis plus de 20 ans → 5 €

Découvrez notre nouvelle boutique en ligne et facilitez vos achats !

Vous trouverez toute notre gamme de produits dans notre magasin en ligne. Vous pourrez y visualiser chaque article et facilement passer commande moyennant le paiement en ligne. Rendez-vous sur <http://boutique.cncd.be>

Triple 11.11.11

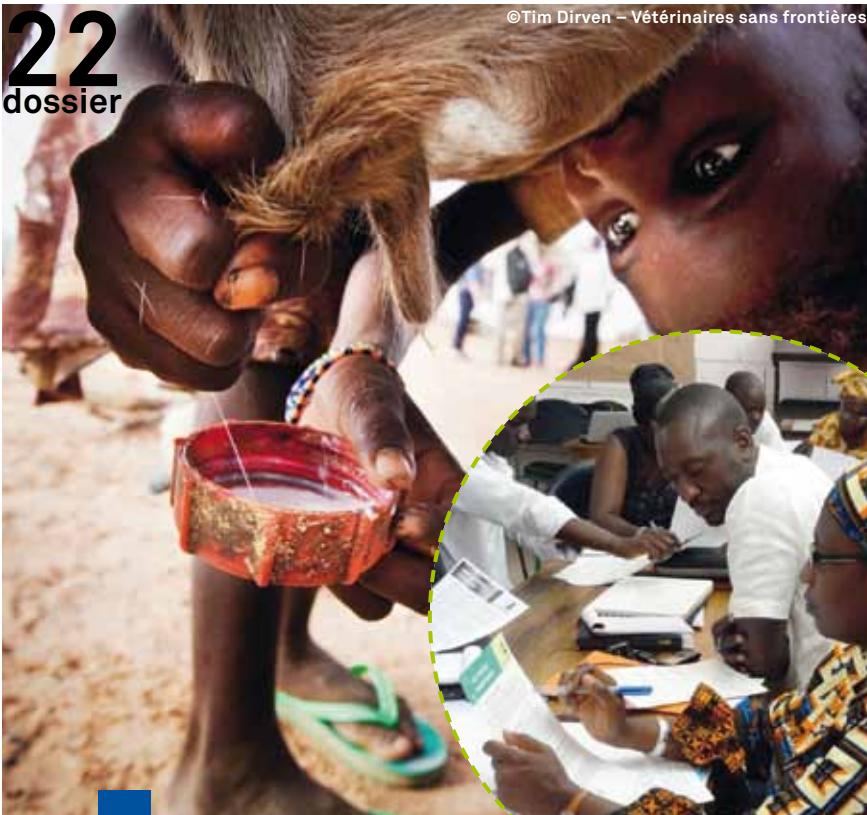
La fameuse Agnus Triple de la brasserie Corsendonk (Turnhout) est rebaptisée temporairement « Triple 11.11.11 ». Dans les magasins de la chaîne Carrefour du 27 septembre au 30 novembre → 4,40 € le pack de 4 / 26,29 € le casier



Cartes postales panoramiques

Un set de 10 cartes de magnifiques photos du Sud avec enveloppes → 10 €





© Enda Pronat – Le monde selon les femmes

NICOLAS VAN NUFFEL CNCD-11.11.11

La sélection des programmes expliquée à ma mère

Récolter des fonds pour financer des programmes de développement. Mais comment ces programmes sont-ils sélectionnés, en fonction de quels critères ? C'est ce que nous allons tenter de vous expliquer dans les quelques lignes qui suivent.



© Peuples solidaires / CADEFA

Pour pouvoir financer des programmes, il faut des moyens ! La récolte d'argent est donc le nerf de la guerre. Les membres du CNCD-11.11.11, – qui est la coupole de près de 90 organisations –, s'impliquent donc tous ensemble dans cette grande action. Afin de se motiver les uns les autres à y prendre part, ils se sont mis d'accord, depuis 2006, de rendre leur accès aux fonds de

l'Opération proportionnelle à leur participation à la vie de la coupole. C'est donc en fonction de la manière dont ils prennent part à la récolte, mais aussi à la vie interne et aux actions de sensibilisation et d'interpellation politique du CNCD-11.11.11, qu'ils peuvent réclamer une part de l'argent récolté. Cela signifie que lorsque vous croisez un volontaire qui vous propose de soutenir l'Opération 11.11.11 à travers l'achat d'un produit, il y a de fortes chances pour qu'il soit aussi volontaire de Solidarité mondiale, du LHAC ou d'Oxfam-Solidarité par exemple.

Plutôt deux fois qu'une !

À l'argent récolté dans la rue viennent s'ajouter deux autres importantes sources de fonds : d'une part, l'ensemble des dons reçus tout au long de l'année, notamment via des ordres permanents des donateurs les plus fidèles ; d'autre part, le « doublement » de Wallonie-Bruxelles international (WBI). En effet, cette institution publique s'est engagée depuis plusieurs années à doubler le montant de l'Opération 11.11.11. Ce qui signifie que pour un euro récolté en rue, un deuxième euro part dans le Sud grâce à l'appui des pouvoirs publics !

Trois programmes, un seul objectif

Une fois l'argent récolté, il ne reste plus qu'à le distribuer ? Pas si vite ! L'Opération 11.11.11 n'est pas un distributeur de billets, mais un instrument

pour lutter contre les inégalités. Au Sud et entre le Nord et le Sud. C'est pourquoi les membres du CNCD-11.11.11 ont décidé de répartir les fonds entre trois grands programmes, complémentaires entre eux, qui doivent contribuer à mettre en œuvre leur vision commune : le Programme « partenaires », qui finance les projets des organisations membres, et sur lequel la suite de cet article se concentrera; le Programme « citoyenneté et démocratie », qui finance spécifiquement des réseaux et des coupoles du Sud, partant de l'idée que si on est plus fort en agissant ensemble ici en Belgique, alors on l'est aussi dans les pays en développement; enfin, le Fonds permanent d'information, qui finance le travail de sensibilisation et d'interpellation ici en Belgique.

« ON NE FINANCE PAS N'IMPORTE QUEL PROJET, MAIS CEUX QUI VISENT À CHANGER LA SOCIÉTÉ POUR GARANTIR LES DROITS DE TOUTES ET TOUS ! »

La réception des programmes

Au début du mois de décembre, un appel est lancé à l'ensemble des membres du CNCD-11.11.11 pour les inviter à envoyer leurs programmes. Elles disposent pour ce faire d'un peu moins de deux mois. ONG, syndicats et autres associations de solidarité internationales font donc parvenir leurs dossiers à la coupole pour la fin du mois de janvier. Au total, ce sont une cinquantaine de programmes qui sont soumis chaque année pour être financés par l'Opération 11.11.11. Ces dossiers font alors l'objet d'un premier traitement administratif par l'équipe des Programmes. Le but est de s'assurer que les documents fournis apportent les éléments nécessaires pour vérifier que l'organisation a bien pris part à la vie de la coupole tout au long de l'année, mais aussi pour juger de la qualité du projet, ce qui sera l'objectif de l'étape suivante.

Des combats de pleins droits !

Pour juger de la qualité du projet, autant s'entourer des meilleures compétences ! Le CNCD-11.11.11 dispose donc d'une équipe de consultants bénévoles qui viennent chaque année mettre leurs compétences au service de l'Opération. Professeurs d'université, anciens coopérants, chercheurs venus du Sud, experts issus d'ONG qui n'ont pas recours à l'Opération 11.11.11, toute cette équipe regroupe des compétences à la fois sur les différentes régions du monde et autour des principaux domaines d'intervention des acteurs de la coopération : agriculture, santé, éducation, genre, etc. Ils se répartissent en quatre « collèges » qui analysent les dossiers en fonction de l'endroit du monde où ils sont menés.

Chacun de ces consultants va recevoir le dossier complet d'un des projets, ainsi qu'un résumé des autres demandes qui seront analysées par son collègue. Il aura alors un mois pour préparer la sélection et juger de la qualité de ces projets, sur base d'une grille de critères définie par les organisations membres elles-mêmes. D'abord, on demande au consultant d'analyser la logique du projet : celui-ci tient-il bien compte du contexte de l'endroit où il est développé ? A-t-on bien défini quelles activités on veut mener, pour atteindre quels objectifs ? Le budget est-il réaliste et adapté aux besoins ? Et puis, et c'est là la spécificité de l'Opération 11.11.11, le consultant vérifie la compatibilité du projet avec la Charte politique à laquelle tous les membres ont adhéré : on ne finance pas n'importe quel projet, mais ceux qui visent à changer la société pour garantir les droits de toutes et tous ! Il s'agit donc de s'assurer que le partenaire du Sud est bien partie prenante dans le projet, en consultation étroite avec ses bénéficiaires, que ceux-ci sont accompagnés pour prendre en main eux-mêmes le combat pour faire reconnaître leurs droits, etc.

Après cette longue phase d'analyse, les collèges de consultants se réunissent à la mi-mars et rencontrent chacune des organisations membres pour lui poser les questions qui restent en suspens. Sur base de cette rencontre, ils décident ensemble si, oui ou non, le projet est cohérent et compatible avec la Charte du CNCD-11.11.11. Que la décision soit positive ou négative, elle est toujours accompagnée de recommandations qui permettent à l'organisation d'envisager comment améliorer son action. Le but n'est en effet pas uniquement de contrôler l'action des membres, mais aussi et surtout de leur permettre de mener une réflexion permanente sur leur manière de mener des projets.

Démocratie interne

Une fois remis l'avis des consultants, l'occasion est donnée à toute organisation qui verrait son projet refusé d'émettre un recours auprès de la Commission des programmes, qui relève du Conseil d'administration (CA). Celle-ci peut décider, si le motif lui semble recevable, de réexaminer le dossier en rencontrant l'organisation, ainsi que le consultant principal qui a analysé le dossier. Elle soumet ensuite un avis final au CA, qui dispose du pouvoir de décision final, sous contrôle de l'Assemblée générale (AG). Au mois de mai, le processus se termine justement par une présentation du tableau des projets financés aux membres présents à l'AG, sanctionné par un vote. La sélection est terminée, les projets peuvent alors être mis en œuvre, pendant un, deux, voire trois ans. Il n'y a plus qu'à... se préparer pour l'Opération 11.11.11 suivante !

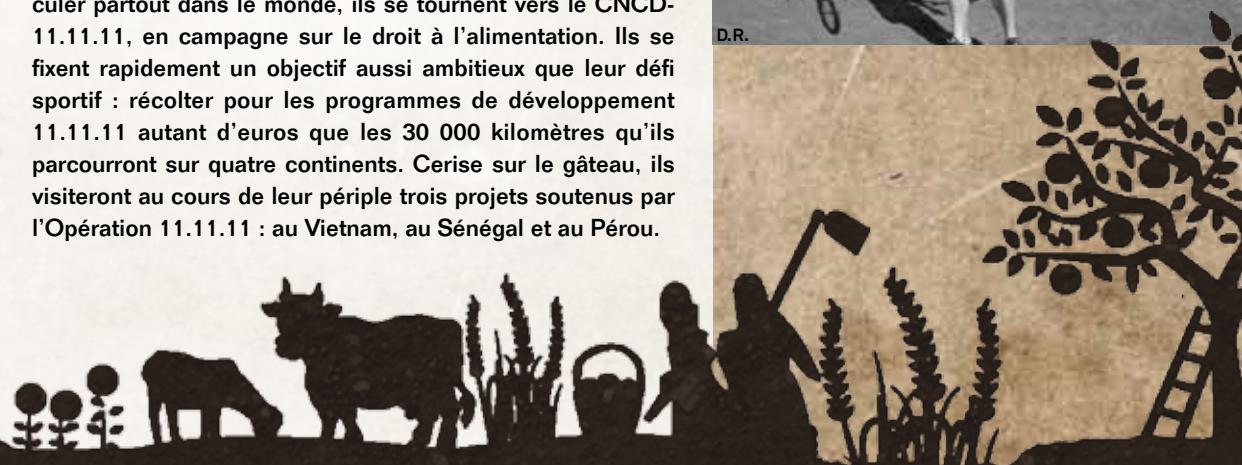
BIKE TO MEET YOU

Un tour du monde à vélo aux couleurs de la solidarité

Ils sont trois. Jeunes. Bruxellois. Amateurs de découvertes et de défis sportifs. Et ce 9 novembre, ils entament un tour du monde à vélo avec entre autres objectifs de soutenir des projets de développement.

Tous trois ingénieurs polytechniciens, Quentin, Melik et Yvan se sont rencontrés lors de leurs études à l'ULB. Animés depuis toujours par le virus du sport et de la découverte, c'est sur les bancs de l'école qu'ils ont commencé à élaborer des projets, avec l'envie furieuse d'en réaliser quelques-uns. Ayant fait l'expérience d'un cursus bien rempli (Quentin et Yvan terminent leur doctorat cette année) suivi d'une vie professionnelle active (Quentin et Melik sont assistants à l'ULB), les trois sportifs ont toujours rêvé de lever le pied pour prendre un peu de recul sur la vie et la façon dont tourne le monde. En 2012, après déjà quelques expériences sur un deux roues, ils passent du rêve à la réalité et planifient ensemble les contours du projet *Bike to meet you* : un voyage à vélo d'un an à travers l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie.

Frappés par l'individualisme croissant de notre société occidentale, les trois aventuriers décident d'ajouter une dimension solidaire à leur projet, qui leur donnera peut-être le courage de poursuivre quand les coups de pédale se feront difficiles. À la recherche d'une thématique universelle à véhiculer partout dans le monde, ils se tournent vers le CNCD-11.11.11, en campagne sur le droit à l'alimentation. Ils se fixent rapidement un objectif aussi ambitieux que leur défi sportif : récolter pour les programmes de développement 11.11.11 autant d'euros que les 30 000 kilomètres qu'ils parcourront sur quatre continents. Cerise sur le gâteau, ils visiteront au cours de leur périple trois projets soutenus par l'Opération 11.11.11 : au Vietnam, au Sénégal et au Pérou.





3 questions à Quentin, Melik & Yvan

30 000 km, c'est un défi de taille ! Êtes-vous sportifs à la base ?

Nous avons toujours été fans de sport et d'aventure, avec une préférence pour les sports qui font intervenir un élément naturel, que ce soit l'eau (kite surf, planche à voile), la montagne (snow board, escalade) ou encore la terre dans le cas du vélo, qu'on utilise désormais un maximum pour se déplacer partout à Bruxelles !

Y'a-t-il un objet en particulier que vous allez emporter durant votre périple ?

Oui, à vrai dire on va emporter deux choses sur nos vélos : des guitares et les badges de l'action Super Citoyen. Durant notre périple, nous serons à la recherche de Super Citoyens, ces hommes et ces femmes qui militent pour le droit à l'alimentation à travers des actes de la vie quotidienne posés dans différents domaines (alimentation saine et durable, mobilité douce, épargne éthique, etc.). Comme dans certains pays, la langue sera une barrière, on s'est dit qu'on approcherait les gens avec nos guitares ! La musique est un langage universel qui permet de rencontrer les gens quelles que soient leur culture et leur langue.

Quelles sont vos attentes à l'approche du grand départ ?

Dépasser nos limites, passer des moments et faire des rencontres inoubliables, voir à quoi ressemble le monde de nos propres yeux, ouvrir des fenêtres occidentales sur la simplicité et la richesse des modes de vie du Sud, réaliser une action solidaire, et motiver ceux qui seront touchés par notre projet d'agir eux aussi pour un monde plus juste !

Prenez part à l'aventure

Vous pouvez soutenir *Bike To Meet You* de différentes manières.

Sponsors : Quentin, Melik et Yvan sont encore à la recherche de sponsors pour couvrir les frais du voyage ainsi que leurs équipements (billets d'avion, matériel photo, vidéo, équipement de voyage) en échange de visibilité. Contact : biketomeetyou@gmail.com T : 0473 72 02 81.

Parrainage : ils sollicitent des parrainages pour les projets 11.11.11. durant tout leur périple. Objectif : 30 000 €.

Départ : le grand départ a lieu le samedi 9 novembre à 10h à la Grand Place de Bruxelles. Parrains et sympathisants sont invités à rouler la première étape du périple (de Bruxelles à Beaumont) avec eux .

Au jour le jour : si vous désirez en savoir plus et être tenus au courant de leurs dernières aventures, visitez leur carnet de voyage sur leur site www.biketomeetyou.be

Objectif 30 000

Vous aussi, encouragez-les à pédaler 10, 20, 40, 80, 100 ou même 200 km !

Faites un don sur

BE 330 001 703 269 46

Code BIC : BPOTBEB1

Communication : « Bike to meet you »



Tout don de plus de 40 euros vous donne droit à une attestation fiscale qui vous sera automatiquement transmise





Pas de nouvelles économies sur le dos de la coopération

Le 10 octobre, les ONG belges se mobilisaient en masse devant le cabinet du ministre du Budget Olivier Chastel en signe de protestation suite aux nouvelles coupes annoncées dans le budget de la coopération au développement. Au total, ce sont 762 millions d'euros qui ont été coupés entre 2012 et 2014. Les manifestants demandent au gouvernement fédéral d'arrêter de considérer l'aide comme une variable d'ajustement budgétaire et de réaffirmer l'objectif d'allouer 0,7 % du RNB à l'aide au développement.



Autre pari réussi pour les coureurs 11.11.11

Ils étaient 28 à prendre le départ. 18 à courir le semi-marathon, et 10 à tenter le marathon. La *Running Team 11.11.11* a encore frappé le 6 octobre dernier en participant au (semi-)marathon bruxellois. Leur objectif était de récolter 2 500 € de parrainages pour les programmes de développement 11.11.11. Ils ont fait mieux, beaucoup mieux puisque les promesses de dons dépassent les 4 000 €. Pour les rejoindre, rendez-vous sur Facebook (« *Running Team 11.11.11* ») ou sur www.cncd.be/courir



© Michel Cermak

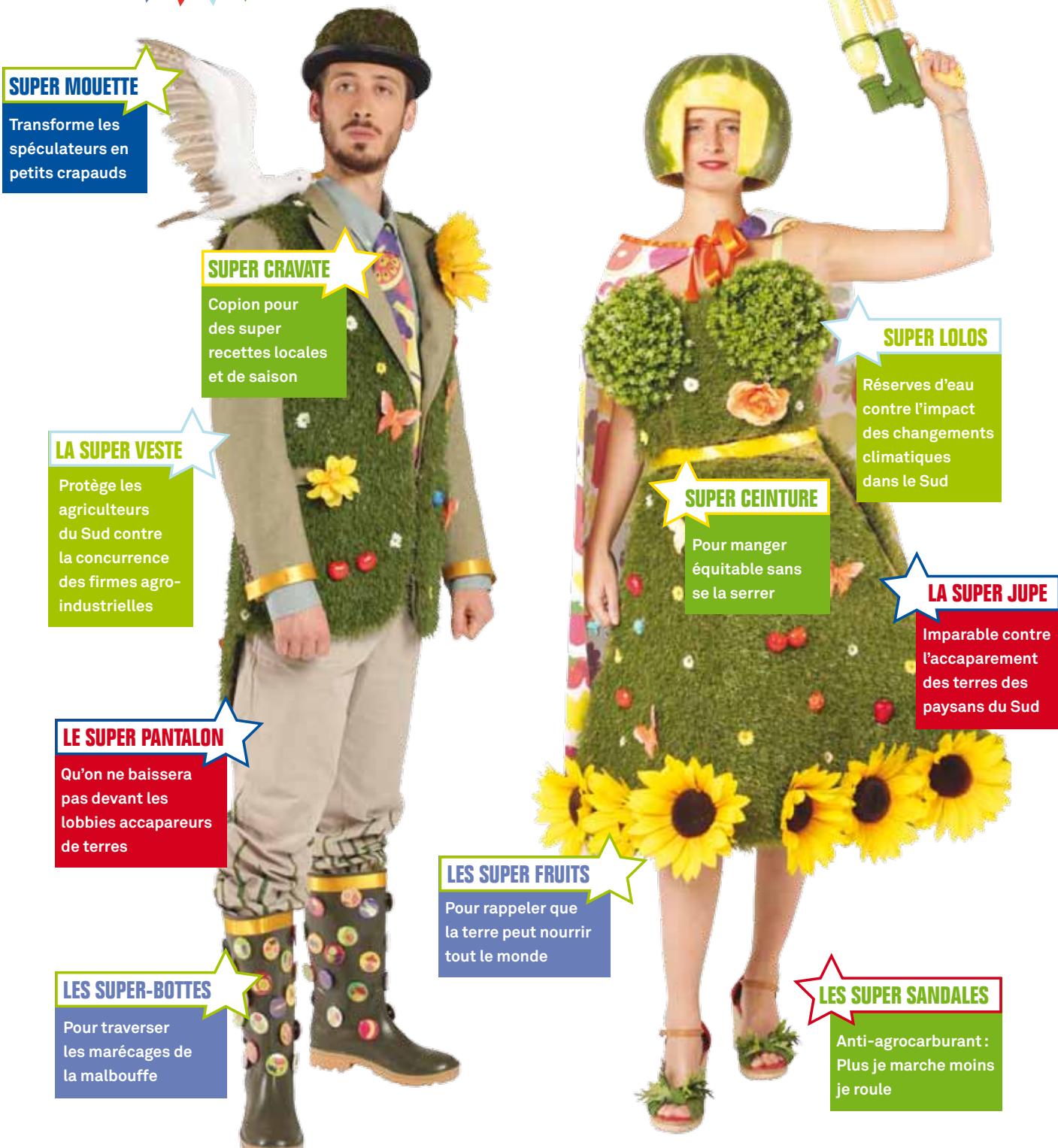
Coupe du monde 2022 au Qatar : plus de morts sur les chantiers que de joueurs dans les stades ?

Le Qatar ne respecte pas ses engagements en matière de droits fondamentaux et permet l'esclavagisme de milliers de travailleurs sur les chantiers des futures infrastructures de la coupe du monde de football de 2022. C'est ce qu'a dénoncé le 7 octobre dernier, à l'occasion de la journée mondiale du travail décent, la Coalition travail décent (syndicats et ONG belges) en organisant un match de football symbolique devant le Stade Roi Baudouin à Bruxelles.

Les organisations ont ensuite rendu visite au président de l'Union belge de football qui a dit soutenir l'action de la Coalition. Il s'est par ailleurs engagé à écrire à la FIFA et a appelé les diables rouges à signer les tee-shirts « *Don't play with the workers* » de la Coalition.



**REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ
DES SUPER CITOYENS QUI
S'ENGAGENT POUR LE DROIT
À L'ALIMENTATION !**
www.supercitoyen.be



Où ?

Kenya. Kibera, bidonville de la banlieue de Nairobi.

Qui ?

Belgique :
IDAY-international
www.iday.org

Kenya :
DARAJA Civic Initiatives Forum
www.darajacif.org

Quoi ?

Le projet consiste à augmenter le nombre d'inscriptions à l'école primaire, d'améliorer leurs conditions et la qualité de leur enseignement, et enfin de diminuer le taux de décrochage scolaire. L'atteinte de ces objectifs sera favorisée par l'introduction, dans les cantines scolaires, de fours économiseurs d'énergie permettant de réduire les frais scolaires, d'assurer une alimentation de meilleure qualité aux écoliers tout en réduisant l'empreinte écologique des cantines scolaires.

Soutenir 11.11.11

N° de compte :
BE33 000170326946
BIC : BPOTBEB1
au nom du CNCD-11.11.11,
Quai du Commerce 9,
1000 Bruxelles

Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF
www.vef-aerf.be



Ventre affamé n'a point d'oreilles

CÉCILE VANDERSTAPPEN
CNCD-11.11.11

Quel est le lien entre l'équipement des écoles
en fours économiseurs d'énergie et
l'amélioration du taux de scolarisation dans
un bidonville de Nairobi ?



Kibera est l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique. Il s'étend sur 256 hectares au sud de la ville de Nairobi. L'école publique gratuite n'y est pas encore une réalité pour tous les enfants qui y vivent et ce, malgré les efforts du gouvernement kényan ces dix dernières années (voir encadré).

De nombreuses écoles privées coexistent avec l'école officielle. Si certaines sont reconnues par l'État, elles ne reçoivent pas d'aide publique pour assurer des conditions d'enseignement optimales. Pour augmenter le nombre d'enfants scolarisés, certaines de ces écoles ont décidé de servir un repas par jour. Bien qu'elle soit mise à faible contribution financière pour ce service, la majorité des parents en semble satisfaite.

Traditionnellement, les cuisines de ces écoles sont rudimentaires. Les aliments sont cuits sur des feux de bois qui dégagent beaucoup de fumée, consomment énormément de bois, quand ils ne provoquent pas d'incendies dans ces écoles qui, pour la majorité, sont construites en bois. Souvent, les enfants assument des petites tâches, comme le transport du bois, pour aider en cuisine. Parfois, certains se brûlent ou sont intoxiqués par la fumée; autant d'obstacles amenant à manquer la classe et finalement à entrer en décrochage scolaire.

En 2009, l'association kényane Daraja Civic Initiatives Forum, active notamment dans le domaine de l'éducation,

a eu l'idée d'installer des fours économiseurs d'énergie dans les cantines scolaires. Ces fours appelés « Energy saving jiko » (*Jiko* signifiant four en *Swahili*) construit au Kenya par la Energy Conservation Organisation sont du type double foyer. Ils permettent de minimiser la déperdition de chaleur, la fumée et les risques d'incendie. Dans ces foyers améliorés, auxquels s'ajustent de grandes marmites, les aliments cuisent plus vite, ce qui réduit de 50 % la consommation de bois. C'est l'école Sainte-Christine de Kibera, qui accueille 400 élèves, qui a été la première à bénéficier du projet. Depuis l'installation d'un four Jiko, la dépense en bois hebdomadaire de

motiver un plus grand nombre de parents à envoyer leurs enfants dans ces écoles. Le taux de scolarisation se voit augmenté ainsi que la qualité de l'alimentation de centaines de petits bambins. Autre effet positif : l'amélioration des conditions et de la qualité du travail des cuisinières en charge des cantines.

En 2012, avec l'aide du CNCD-11.11.11 et d'IDAY-International, deux fours ont été érigés dans les cuisines des écoles Church on the Rock et Hoywick (450 élèves). En plus des repas distribués à ses propres élèves, l'école Church on the Rock sert également de cuisine à six autres écoles des environs. En 2013, le projet prévoit de s'étendre à

« LES ÉCONOMIES FAITES PAR LA DIRECTION DE L'ÉCOLE SONT DIRECTEMENT RÉPERCUTÉES SUR LES COÛTS DES CHARGES SCOLAIRES »

l'école a chuté de manière vertigineuse, passant de 11 € à 4,40 € L'empreinte écologique s'est améliorée avec une émission de CO₂ réduite d'environ 1,5 tonne par an.

Quels intérêts pour nos écoliers de Kibera ? Ces économies faites par la direction de l'école sont directement répercutées sur les coûts des charges scolaires. Elles permettent ainsi de

neuf écoles (soit 1 800 élèves, 9 cuisinières, 63 membres du personnel « logistique » d'appui scolaire).

Le projet portant ses fruits, l'ONG Iday-International et Daraja Civic Initiatives Forum comptent le proposer au gouvernement pour qu'il soit intégré dans le programme national d'éducation dans les bidonvilles et étendu ainsi à l'ensemble du pays.

Un enseignement gratuit pour tous

En 2003, le gouvernement kényan a rendu l'enseignement primaire totalement gratuit. En quelques semaines, 1,3 million d'élèves investissaient les écoles du pays. Mais cette avancée ne s'est pas faite sans heurt. À l'époque, il manquait des professeurs et des locaux. Malgré cela, grâce à cette mesure, le Kenya va certainement atteindre, selon l'UNICEF, le second Objectif du millénaire pour le développement (OMD), à savoir l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015.

Cinq ans plus tard, en 2008, les autorités ont décrété la gratuité pour l'enseignement secondaire, permettant ainsi à près de 1,4 million d'écoliers d'accéder à ce niveau d'étude.

Aujourd'hui, on estime que près de 8 enfants kényans sur 10 sont scolarisés, mais, dans les communautés pastorales, moins de 6 enfants sur 10 le sont effectivement. Aux niveaux national et local, l'éducation des garçons est toujours plus favorisée que celle des filles.

« Comme un Lion » quand il ne reste (presque) que le foot

JULIEN TRUDDAÏU

Visible en Belgique sur les écrans de quelques bons cinémas, « Comme un Lion » raconte « l'histoire vraie d'un destin hors du commun ». Celle de Mitri, jeune Sénégalais qui rêvait beaucoup de football et un peu d'Europe.

Mitri est un jeune garçon vivant dans un petit village du Sénégal. Comme beaucoup de ses amis, il rêve de devenir footballeur professionnel en Europe. Repéré par un sélectionneur, il se voit proposer un contrat dans un club français, moyennant 5 millions de francs CFA (7 600 €). Après avoir vendu ses terres et vidé la totalité de la tontine¹ du village, sa grand-mère réussit à l'envoyer à Paris. On ne tarde pas à découvrir la supercherie. Le voilà seul, sans un sou et son rêve brisé. Mais entêté, il persiste, aidé de quelques personnes pour lesquelles la solidarité n'est pas un vain mot.

« Comme un lion » est le deuxième film de Samuel Collardey qui répète à qui veut l'entendre que cette histoire lui est tombée dessus, par hasard. « Je voulais faire un documentaire sur des jeunes issus de l'immigration, sans aller dans les banlieues françaises. Je me suis retrouvé dans un centre de formation de foot, et je suis tombé sur un jeune Sénégalais qui m'a raconté son histoire. C'est devenu celle de Mitri. » Le lion !

Du Sénégal à la Ligue 1

Bien qu'omniprésent, le foot n'est pas le sujet principal du film. « Ce qui m'a plu dans ce témoignage, c'est la trajectoire incroyable d'un personnage, qui commence dans un petit village du Sénégal pour arriver finalement sur les stades de Ligue 1 en France, en faisant de multiples rencontres et en traversant différents univers. » Comme cet entraîneur qui a pris Mitri sous son aile; ce qui a plu au réalisateur français. Au cours de ses péripéties, Mitri débarque en Franche-Comté et rencontre Serge, entraîneur d'un club amateur local. Ancien footballeur professionnel aigri et déçu par le milieu, celui-ci travaille au sein de l'autre pôle important de la région, après l'équipe du FC Sochaux : l'usine Peugeot, l'une des rares qui restent en France. « En parallèle, je voulais continuer à filmer ma région et sa population. 'L'apprenti', mon premier film, se situait dans le Haut-Doubs [région de Franche-Comté, Est de la France] dans le monde paysan. Bon nombre de ces enfants de paysans sont descendus dans la vallée pour travailler chez Peugeot. »



© Photos extraites de « Comme un Lion »



Le film brasse plusieurs thèmes, mais c'est bien d'immigration dont il traite principalement. Le réalisateur met en parallèle deux continents, une Europe loin des images fantasmées dont rêve le gamin, et une Afrique loin des clichés dont nous abreuvent certaines productions. « J'avais déjà voyagé en Afrique de l'Ouest. Pendant le tournage au Sénégal, à Pout, je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas de grande différence avec mon petit village de Franche-Comté. Dans les rapports humains, c'est un peu la même chose. »

Pour capter habitudes et traditions, beaucoup des personnages des films de Samuel Collardey ne sont pas des acteurs professionnels. Les images sont saisissantes, à la limite du reportage. Alors que beaucoup filment diverses façons de mourir en Afrique, Samuel Collardey y filme la vie. « J'ai eu une formation de chef opérateur et on nous apprenait à faire des images de fiction. Comment filmer le réel avec la grammaire et les outils de la fiction ? Tout en creusant la question, je me suis rendu compte que j'aimais travailler avec des acteurs non-professionnels parce que souvent, le réel est beaucoup plus grand que la fiction. Pour 'Comme un Lion', on a essayé de documenter le plus possible le scénario. Pendant cette enquête, j'ai rencontré des gens qu'allait croiser Mitri dans le film. Et quand cela a été possible, je leur ai proposé de jouer leur propre rôle. C'est le cas notamment d'un juge dont le personnage n'est pas très éloigné de son quotidien. »

Fuite des joueurs

Au-delà de l'arnaque dont est victime le héros du film, reste cette question de la fuite des joueurs africains. « Il y a une loi qui interdit le transfert de mineurs.

Du coup, les recruteurs des clubs vont régulièrement dans les centres de formation qui foisonnent en Afrique, suivent des jeunes et les achètent lorsque ceux-ci atteignent la majorité. Certes, ça permet de financer les centres de formation africains. Mais, malheureusement, il n'y a pas de professionnalisme dans le foot africain, ce qui aboutit à une fuite des joueurs et donc à un appauvrissement. »

« SOUVENT, LE RÉEL EST BEAUCOUP PLUS GRAND QUE LA FICTION »

Comment dès lors construire un foot professionnel en Afrique quand tous ses joueurs partent pour tenter leur chance, attirés par les salaires mirobolants du foot-business ? De nombreux pays africains ont abandonné leur politique de soutien au football national. De l'autre côté de la mer, « les principaux pays 'récepteurs' (de joueurs) demeurent les anciennes puissances coloniales : la France, la Belgique et le Portugal notamment, explique Raffaele Poli du Centre international d'étude du sport de Neuchâtel (Suisse). En règle générale, à l'exception du cas britannique, nous observons une persistance des réseaux hérités de l'histoire coloniale, même si les joueurs africains sont désormais aussi fortement représentés dans des pays tels que la Russie, la Turquie, la Grèce, la Suisse, ou encore Malte. » « Comme un lion » n'aborde pas ce dernier sujet, qui mériterait à lui seul un autre film. Il s'attache au parcours singulier (et bien réel) de Mitri, le réalisateur laissant le soin au spectateur de prolonger certains questionnements à l'issue du film.

1/ Un groupe de personnes décide de créer un pot commun où chacun versera la même somme d'argent régulièrement. Cette somme profite à chacun à tour de rôle sous forme d'un prêt.

AVANT

ARNAUD ZACHARIE
CNCD-11.11.11

Gagnants et perdants de la mondialisation

La mondialisation favorise-t-elle ou, au contraire, est-elle défavorable au développement ? Cette question a engendré, au cours des dernières décennies, une abondante littérature et des réponses divergentes. Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD-11.11.11, publie un livre sur le sujet dont voici un aperçu.

Selon la théorie néolibérale, largement dominante depuis les années 1980 et promue par le FMI, la Banque mondiale et les pays occidentaux dans le cadre du « consensus de Washington », la réponse est clairement positive : oui, la mondialisation favorise le développement. L'intégration rapide et indifférenciée des pays en développement au marché mondial est censée doper la croissance économique et bénéficier aux plus pauvres grâce à un « effet de ruissellement » (*Trickle-Down Effect*). Par conséquent, l'État doit laisser libre cours aux forces du marché globalisé et les pays en développement doivent mettre en œuvre des politiques de libéralisation commerciale et financière pour attirer les investissements des firmes transnationales et les capitaux privés internationaux.

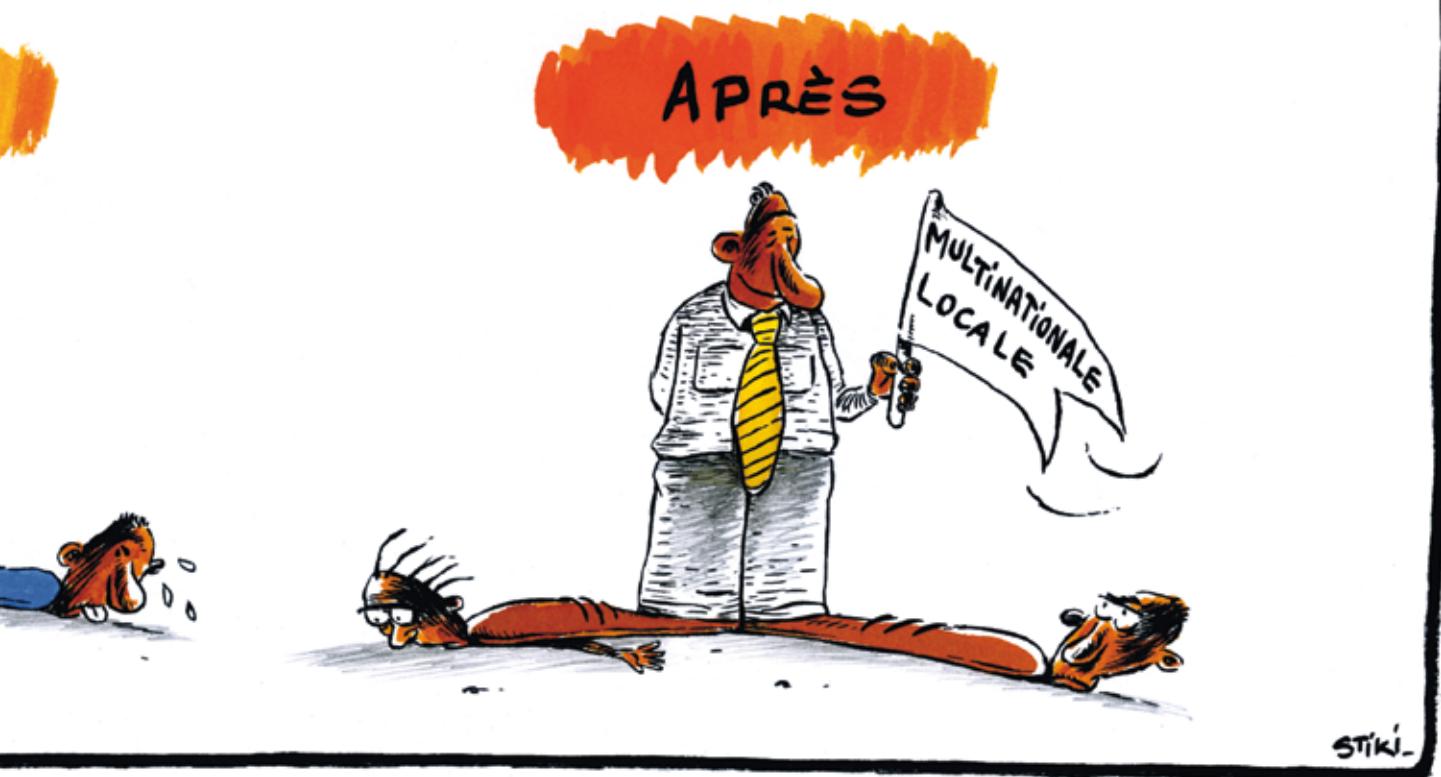
À l'opposé, selon la théorie de la dépendance, dominante dans les milieux tiers-mondistes au cours des années 1960 et 1970, la réponse est franchement négative. L'intégration des pays en développement au marché mondial les rend dépendants des capitaux et des technologies des pays développés et les condamne à un échange inégal et au sous-développement. La seule voie envisageable pour libérer les pays en développement de l'exploitation des puissances capitalistes est dès lors d'opérer une déconnexion du marché mondial et une rupture avec la division internationale du travail.

Théories renvoyées dos à dos

On peut renvoyer ces deux théories dos à dos : contrairement à la théorie de la dépendance, la hiérarchie de l'économie mondiale n'est pas figée et les pays en développement sont susceptibles,

moyennant certaines conditions, de mettre en œuvre des politiques efficaces de développement à long terme et de tirer profit de la mondialisation ; contrairement à la théorie néolibérale, les gagnants de la mondialisation sont les pays qui ont réussi à s'octroyer une marge d'action suffisante pour mettre en œuvre, par le biais d'un État développementaliste, des politiques publiques appropriées et opérer une intégration stratégique à l'économie mondiale.

Ainsi, bien que la mondialisation implique de nouvelles contraintes que seule une minorité de pays en développement a réussi à contourner, les gagnants de la mondialisation sont les pays qui n'en ont accepté que partiellement les règles en maintenant un équilibre entre leurs engagements internationaux et leurs objectifs de développement, en vue de contrôler leur ouverture et de tirer profit des technologies et des capitaux



internationaux utiles au renforcement de leur stratégie de développement. *A contrario*, les pays qui ne se sont pas octroyé les marges de manœuvre suffisantes pour définir de véritables stratégies de développement et tirer profit de l'économie mondiale se sont révélés vulnérables envers les contraintes posées par la mondialisation.

Deux types de contraintes

Concrètement, le processus contemporain de mondialisation a provoqué deux grandes catégories de contraintes pour les pays en développement : d'une part, les contraintes *de jure* qui sont issues d'engagements internationaux et qui concernent essentiellement les accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux sur le commerce et l'investissement, ainsi que les conditionnalités qui sont liées aux prêts des institutions financières internationales et qui incluent des mesures budgétaires et monétaires restrictives ; d'autre part, les contraintes *de facto* qui sont issues de l'intégration des pays en développement à une économie globalisée et fondée sur la libéralisation financière, ce qui exacerbe l'instabilité financière et monétaire internationale et provoque des mouvements

de capitaux pro-cycliques et des crises systémiques. La mondialisation a ainsi renforcé les contraintes *de jure et de facto* qui pèsent sur l'autonomie des politiques économiques des pays en développement.

De nouvelles opportunités

Toutefois, malgré ces contraintes, la mondialisation offre également de nouvelles opportunités en transformant la

économique avec les pays industrialisés. Ainsi, pour reprendre le vocabulaire des théoriciens du « système-monde », l'évolution de l'ordre mondial a transformé le système international et favorisé une redistribution internationale des revenus au profit de quelques pays émergents de la « semi-périmétrie » qui ont entamé un processus de convergence économique avec les pays du « centre » – comme le démontre depuis

« DE NOMBREUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT SONT RESTÉS FIXÉS DANS LA "PÉRIPHÉRIE", CONTRAINTS DE SE LIMITER AU RÔLE PEU ENVIABLE DE FOURNISSEUR DE MATIÈRES PREMIÈRES À FAIBLE VALEUR AJOUTÉE »

géographie de la production mondiale et des flux économiques et financiers qui en découlent. C'est pourquoi l'impact de la mondialisation sur les marges de manœuvre politiques des pays en développement n'a pas été uniforme et ce sont précisément les pays qui ont réussi à assurer un équilibre entre les contraintes du système international et leur autonomie politico-économique qui ont réussi à tirer profit de ce système et à entamer un processus de convergence

quelques décennies la réémergence de l'ancienne « économie-monde » d'Asie orientale centrée sur la Chine.

Cette évolution n'a toutefois pas été le simple fruit des lois du marché. Au contraire, bien que le processus contemporain de globalisation ait provoqué un « changement d'échelle » qui a réduit l'autonomie relative des politiques économiques des États et renforcé le rôle de nouveaux acteurs internationaux,

Arnaud Zacharie

Mondialisation : qui gagne et qui perd



Essai sur l'économie politique
du développement

La Muette
Le Bord de l'eau

l'État est resté un acteur majeur du système international. Par conséquent, l'existence d'un État développementnaliste adoptant des politiques publiques appropriées continue de représenter, dans le contexte de la globalisation, un facteur déterminant de l'efficacité des stratégies de développement. En définitive, c'est la capacité des différents pays en développement à s'assurer ou non une marge d'action suffisante pour instaurer des politiques publiques adéquates et tirer profit du système international qui explique que certains pays convergent vers le « centre » et que d'autres s'enlisent dans la « périphérie » de l'économie mondiale.

Émergents : d'ateliers à caissiers de l'économie

La nouvelle division internationale du travail a ainsi bénéficié à une poignée de pays émergents, essentiellement situés en Asie de l'Est, qui sont devenus les « ateliers » puis les « caissiers » de l'économie mondiale, en accumulant des réserves et en les plaçant dans le système financier du « centre ». Une poignée d'autres pays émergents, comme

taille, une dépendance envers les exportations de matières premières et un taux élevé de pauvreté et d'inégalités, qui ont été les plus vulnérables envers les « chocs externes » exacerbés par la globalisation.

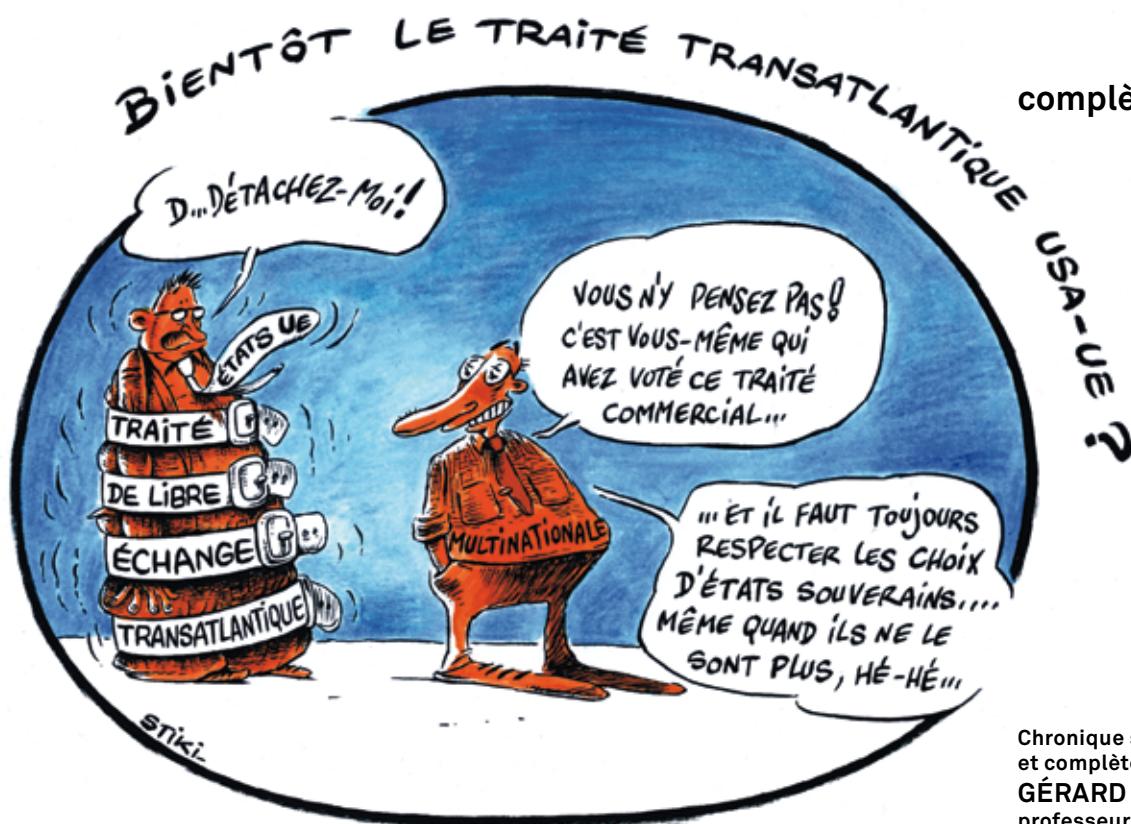
« AUSSI IMPARFAITES QU'ELLES SOIENT, LES POLITIQUES PUBLIQUES SONT SUSCEPTIBLES DE CORRIGER LES IMPERFECTIONS DU MARCHÉ ET D'EN TIRER PROFIT »

le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, ont également tiré profit de ce contexte pour renforcer leur statut de puissance régionale et contribuer à faire évoluer le « système-monde » vers davantage de multipolarité. Toutefois, de nombreux pays en développement sont restés fixés dans la « périphérie », contraints de se limiter au rôle peu enviable de fournisseur de matières premières à faible valeur ajoutée. Ce sont ces pays, caractérisés par une économie de petite

Par conséquent, loin de représenter un schéma déterministe et une structure hiérarchique figée, comme le prétendait la théorie de la dépendance, le système international a au contraire provoqué une redistribution internationale des revenus et créé des gagnants et des perdants, dont le statut a évolué positivement ou négativement au sein du « système-monde » – même s'il y a eu beaucoup plus de perdants que de gagnants. Par ailleurs, contrairement

**Mondialisation :
qui gagne et qui perd**
Essai sur l'économie politique
du développement
Éditions La Muette / Le Bord de l'Eau,
2013. 560 pages – 25 €. À commander
sur www.cncd.be/publications

à la théorie néolibérale, le développement n'est pas une question technique essentiellement liée à l'allocation optimale des ressources et au bon fonctionnement des marchés, selon le modèle des pays développés qu'il suffirait de transposer dans les pays en développement. L'argument des théoriciens du libre-échange de l'imperfection des décisions gouvernementales ne résiste pas à l'étude des faits : aussi imparfaites qu'elles soient, les politiques publiques sont susceptibles de corriger les imperfections du marché et d'en tirer profit. C'est pourquoi le développement est une question majeure d'Économie politique internationale.



La peur est mauvaise conseillère

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
professeur à HECC
Haute école du Café du Commerce

Je ne comprends pas l'inquiétude de nombreux Européens pour le Traité transatlantique de libre-échange en cours de négociation. Un vieux relent d'anti-américanisme primaire par essence ? Ce partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement va pourtant nous faire décoller la croissance. On va faire péter la baraque : 1 200 points de croissance, 220 millions de nouveaux emplois. Oui, je sais, ces chiffres sont un peu extravagants mais l'important c'est l'idée générale.

Libérez-vous de vos angoisses, amis de la vieille Europe, et imaginez les bienfaits d'un tel traité. C'est le septième ciel du PIB, le Kama Sutra de la balance commerciale. Moins de taxes douanières et surtout moins de normes. Avec lui, c'est la mort des normes, ces trucs incompréhensibles et inutiles comme les doses maximales journalières, le principe de précaution, les concentrations maximales dans l'eau et l'air... Grâce à ce traité, nos entreprises européennes pourront comme les américaines contester jusqu'aux feux rouges qui les ralentissent et leur font perdre de l'argent. Elles pourront demander des dédommagements sonnants et trébuchants pour les nids de poules et les casse-vitesse.

Finies les règles inutiles qui ne servent qu'à engraisser des fonctionnaires adipeux. Nous pourrons enfin inviter Total à réaliser ces forages géniaux dans le fond du jardin pour extraire le gaz de schiste. Les Européens ne sont-ils pas au courant qu'aux États-Unis on se bat pour que l'on vienne forer devant sa cuisine ?

Amis français, enfourchez à nouveau l'étonnement de Napoléon à la conquête du monde. Oubliez cette ineptie de l'exception culturelle. Il n'y aura pas de bérénice pour votre culture. Julie Lescaut et Navarro sont déjà morts. Traité ou pas, le peuple français a déjà choisi et regarde *Les Experts* quatre soirs sur cinq à la télé.

Amis européens, soyons unis. Nous n'allons quand même pas reproduire la peur tribale et irrationnelle des Africains qui contestent continuellement en se contorsionnant les bienfaits des accords de partenariat économique que nous leur proposons depuis des années. Sur ce dossier d'ailleurs, l'UE fait preuve d'une grande maturité. Elle n'a de cesse de pousser logiquement par un savant dosage de rondelles de carottes et de gros coups de bâtons les dirigeants africains à passer leur crise d'adolescence et à accepter enfin ces accords de libre-échange. Accords qui comme tout le monde le sait, renforcent l'amour entre les peuples. Prenons exemple sur cette belle cohésion européenne pour la reproduire avec nos cousins d'Amérique. Cessons nos enfantillages.

Alors merci qui ?

NADA BOOKING & 30 FEVRIER PRESENTENT

SAULE

09 NOV 2013

ANCIENNE
BELGIQUE
BRUSSELS

◆ UN CONCERT, UNE RENCONTRE, UN GESTE DE SOLIDARITÉ ◆

Cette année encore, la campagne 11.11.11 accueille un **ambassadeur de charme** en la personne de **SAULE**. Le chanteur 100% bio soutient la campagne pour le droit à l'alimentation et l'Opération 11.11.11.

A l'occasion de son concert à l'**ANCIENNE BELGIQUE** le samedi 9 novembre, Saule et le CNCD-11.11.11 mettent en vente un **PACK SPECIAL** au profit des projets de développement 11.11.11.

Ce pack est vendu au prix de **45 euros** et comprend : l'entrée au concert, une rencontre avec Saule plus tôt dans la journée, un album et une affiche dédicacés, un badge de la campagne 11.11.11.

Intéressés ? Demandez votre pack sur www.cncd.be/Saule

